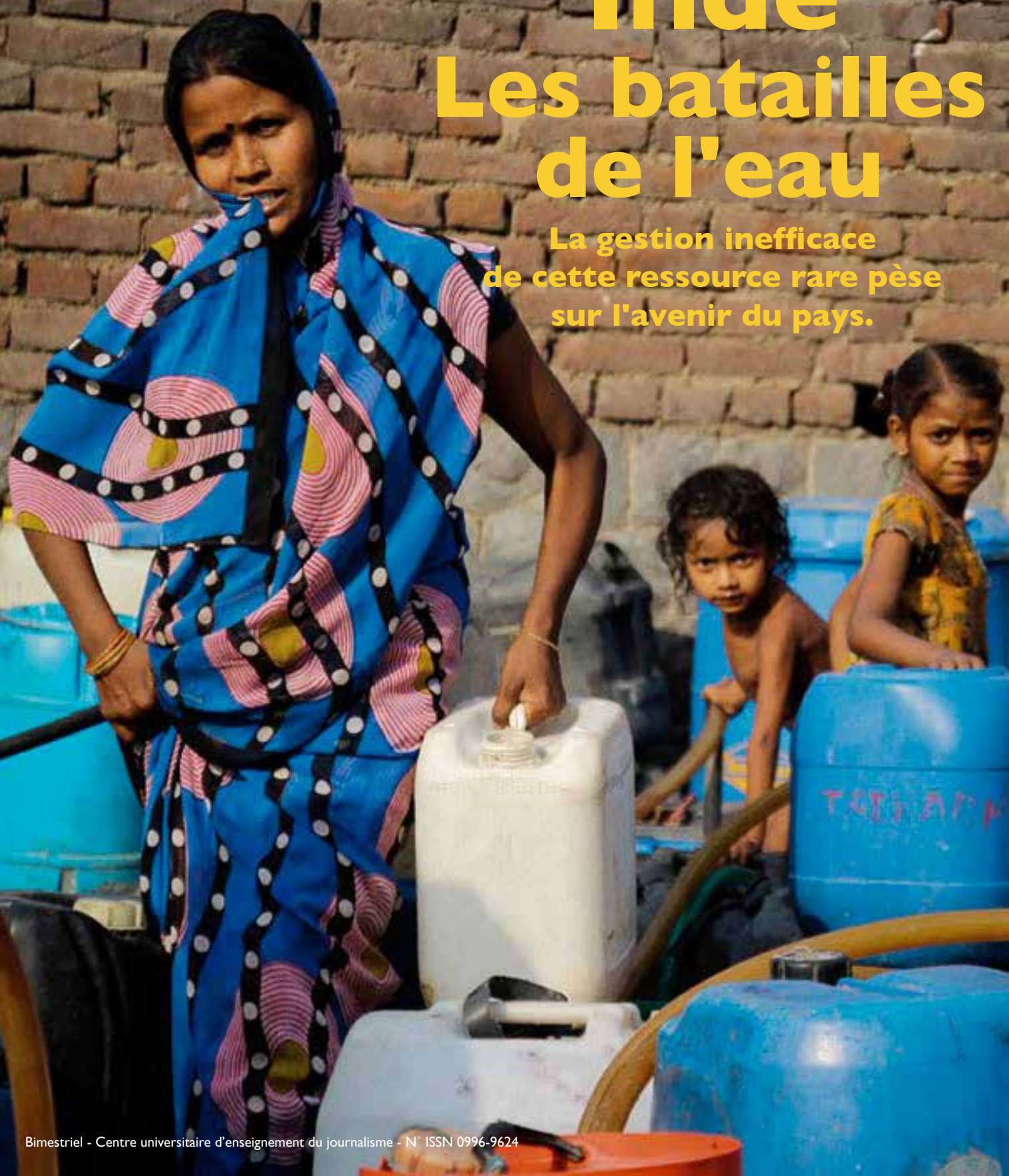


MAGAZINE D'INFORMATION RÉGIONALE

NEWS D'ILL

Inde Les batailles de l'eau

**La gestion inefficace
de cette ressource rare pèse
sur l'avenir du pays.**



L'urgence d'une « révolution bleue »

Un fleuve a donné son nom à l'Inde, l'Indus, l'une des sept rivières sacrées de l'hindouisme. Tout un symbole dans un pays où chaque année, la mousson vient recharger les sources, gonfler les fleuves et irriguer les champs. Dans un rapport publié en 2009, le Water resources group estimait que si rien n'est fait, l'Inde ne pourra subvenir qu'à la moitié de ses besoins en eau en 2030. Si elle compte 16% de la population mondiale, près de 1,3 milliard d'habitants, elle ne possède que 4% des ressources en eau. La démographie, l'urbanisation et la croissance économique accroissent la pression sur cette ressource rare et les conflits sur sa répartition.

L'Inde s'urbanise à tout va, souvent sans vision durable. D'ici 2030, le pays devrait compter 68 villes dépassant le million d'habitants. Dans la capitale politique, Delhi, l'accès insuffisant à l'eau potable se conjugue aux inégalités sociales. Les résidents qui en ont les moyens achètent de l'eau qu'ils stockent en citernes. Les autres ont recours à la débrouille. Pour faire face à une demande en pleine expansion, le pays surexploite ses rivières et eaux souterraines, mettant en danger le niveau des nappes phréatiques. Au même moment, Delhi se noie dans ses eaux usées qu'elle rejette souvent sans traitement dans la Yamuna, qui traverse la ville.

L'économie dépend de la mousson

Face à une bureaucratie débordée, et pour soulager des finances publiques saignées à blanc, la solution viendrait de la privatisation, avec son expérience amère de la tarification à la consommation : l'accès à une ressource vitale sans risque pour l'homme et la nature, qui a un coût, a aussi un prix. Mais dans un pays où l'État est omniprésent, l'ouverture des marchés à la concurrence se fait à petits pas.

« *L'Inde commence et se termine dans les villages* », proclamait Gandhi. Avec 70% de ruraux, la maxime est toujours d'actualité. L'économie indienne dépend de la mousson. L'agriculture, qui représente 17% du PIB, consomme 82% de ses ressources en eau.

Dominé par Mumbai, le prospère État du Maharashtra, à l'ouest du pays, est depuis un an touché par une sécheresse, la plus sévère de ces quarante dernières années. Depuis 1999, il a dépensé plus de 9,7 milliards d'euros en ouvrages d'art et canaux d'irrigation. Mais cette injection de fonds publics paraît avoir surtout servi à étancher la soif inextinguible de cultures de rente - canne à sucre et coton. Résultat : l'eau potable n'arrive désormais plus aux hommes et



au bétail, comme en témoigne l'essor d'un marché privé des camions citernes.

En toile de fond, un bras de fer se profile entre la demande des secteurs les plus porteurs de la croissance et celle de l'économie rurale : d'ici 2025, les besoins en eau de l'industrie devraient doubler. Le ralentissement de la croissance, tombée à 5,4% en 2012, témoigne de cette tension : le secteur moderne piaffe d'impatience devant la lenteur des arbitrages qui lui permettraient de libérer son potentiel.

La crise de l'eau est aussi politique. Selon la Consti-



tution indienne, l'eau est essentiellement une compétence des Etats fédérés. Source de tensions récurrente, son partage suscite des conflits multiples. Renforcer l'échelon fédéral serait un premier pas pour mettre fin à ces litiges.

Un danger pour la démocratie

En 2012, lors du Sommet sur l'eau de Rome, un représentant indien soulignait la portée de ce défi. « Si ce problème n'est pas traité, la croissance de l'Inde déraillera complètement. Nous connaissons des conflits autour

de l'eau entre usagers, entre régions... Ces conflits seront une menace pour la démocratie elle-même. »

Dans le douzième plan quinquennal, le gouvernement fédéral insiste sur l'urgence d'un changement de paradigme, passer du modèle dispendieux devenu inefficace de grands travaux de répartition à celui de la gestion scientifique et économe d'une ressource rare. Les enjeux de la pauvreté, de l'éducation et de la santé publique en dépendent.

**Geoffrey Livolsi
Jessica Trochet**

A Beed, capitale d'un district rural dans l'Etat de Maharashtra, les ressources en eau s'amenuisent suite à la sécheresse.

© Yogesh Karande/
Soubaran magazine

Un projet, trois partenaires



Depuis près de vingt ans, les étudiants du CUEJ, l'Ecole de journalisme de l'Université de Strasbourg, terminent leur formation par une immersion dans un pays étranger. Pendant quatre ou cinq semaines, il leur faut tenter de comprendre un peu d'un territoire dont ils ignorent beaucoup, détricoter les idées reçues, se défier des conclusions hâtives. Rien de cela n'est possible sans l'aide des étudiants et enseignants du pays d'accueil qui

guident ceux du CUEJ dans la recherche de récits sur lesquels mettre des images et des mots. Que nos deux partenaires de cette première plongée en Inde, le Mass Communication Research Center (MCRC) de l'Université Jamia Millia Islamia, à New Delhi, et le département de journalisme de l'Université de Pune soient ici chaleureusement remerciés pour leur accueil, leur écoute, leurs conseils, leur adhésion à notre projet et les moyens mis à notre disposition. Ceci est le résultat de notre travail commun.

Outre ce magazine, à Pune et à Delhi, les étudiants de nos universités ont produit une application pour tablette, un webdoc radio et un webdoc vidéo que vous invitons à découvrir sur cuej.info

Nous adressons également tous nos remerciements à l'ambassade de France en Inde et à l'ambassade de l'Inde en France pour leur soutien.

Nicole Gauthier
Directrice du CUEJ
Université de Strasbourg

A SPECIAL PARTNERSHIP



In the past two decades or so the world has changed in more ways than one. Education is no exception. The advent of internet and the proliferation of information and communication technologies (ICTs) has not only made the knowledge and information widely accessible but also posed new challenges for the education systems and pedagogues.

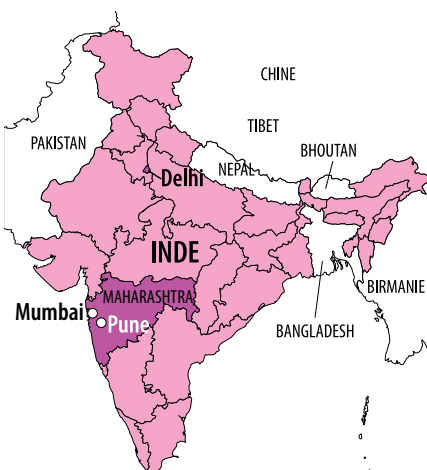
Though faculty and students' exchange programmes between leading educational institutions are not new they have acquired fresh importance. For teachers and students it has now become imperative to step out of their cozy environs. In this background the visit of CUEJ students and faculty members is quite significant for the students and teachers of AJK MCRC.

Though AJK MCRC is already running a very successful students' exchange programme with Sciences Po Paris for the past several years, this is for the first time that we have received French students in such a large number and that too for the whole month. I am pretty sure that the students of both the educational institutions will find this event quite useful and I am very optimistic to develop a students' and faculty exchange

programme with CUEJ. We are celebrating thirty years of the establishment of AJK MCRC this year thus the publication of this magazine, web and video projects have acquired a special significance. For the past couple of years we have been actively forging partnerships with the leading universities of the world such as York University, Canada and the University of Westminster UK.

With this all project CUEJ has now become part of that list too. Stories are jointly done by the students of MCRC and CUEJ giving a new dimension to international journalism. I congratulate all those who are part of this publication in one way or the other.

Prof. Obaid Siddiqui
Director AJK Mass
Communication
Research Centre
Jamia Millia Islamia



A PLACE IN OUR JUBILEE



Department of Communication and Journalism, University of Pune is celebrating its Golden Jubilee year from Feb. 2013-14, and it's a wonderful coincidence that this Foreign Workshop of CUEJ was planned in the same year. We were hosting such a workshop for the first time and no doubt there were several questions in our mind. But we were certain that this will be an interesting and educative experience for our students.

The topics chosen for the workshop provided ample opportunity for reporting about them. Working on these topics with French students was a major learning for Indian students.

They had to look at the reality from an outsider's point of view and judge its merits and demerits accordingly. Though it was hard initially, once the Indian students could see the other viewpoint, they were amazed at the new perspectives they gained in the process.

The huge difference in working styles was noted

by everyone. The emphasis on research, digging deep for facts, working long hours in soaring temperatures were the teachings we teachers could not have ever given our students. Now it will be easier for us to make them work harder!

Working with the French students was a voluntary activity for our students. Somehow those who volunteered were primarily from the group of students that is planning to work in Marathi later, so their English language skills were limited. This was also the group that represents rural India or diverse socio-economic sections of the society. So this diversity was useful to the French students and the experience of working in English was useful to the Indian students.

Our department is housed in an old building without any modern conveniences and major repairs were going on in the campus. But the visitors did not complain and were always cheerful and friendly. As the head of department I was also happy that everything went off smoothly, and the group returned safely to Delhi. These two weeks have left lasting memories in everyone's mind and we heartily thank CUEJ for that.

Dr. Ujjwala Barve
Head Department of
Communication and
Journalism
University of Pune

Editorial.....	p. 2
Remerciements - sommaire.....	p. 4

Le conflit des territoires

Le partage de l'eau, une affaire d'Etats.....	p. 6
<i>My water or yours ?</i>	p. 7
Le Godavari, un cours en justice.....	p. 8
En attendant la mousson, la politique du fatalisme.....	p. 11

Le défi du grand nombre

Le privé arrive au compte-gouttes.....	p. 12
Les philanthropes de Mumbai.....	p. 15
« La ceinture verte », plaine des convoitises.....	p. 16
Les citernes, un bon filon.....	p. 17
Jamia Nagar pompe en toute illégalité.....	p. 18
La Yamuna, une rivière sacrément polluée.....	p. 20
<i>When the rivers go dry...</i>	p. 23

Les besoins de la croissance

L'industrie plein pot à Pune.....	p. 24
Magarpatta City, le paradis bleu.....	p. 26
Le rêve brisé de Gurgaon.....	p. 28
La canne à sucre, une filière en morceaux.....	p. 29

Le choc des inégalités

Débrouille, entraide et corruption, le quotidien des bidonvilles.....	p. 30
L'insalubrité, un fléau pour la mortalité infantile.....	p. 34
L'hôpital mis au régime sec.....	p. 35
<i>Wretched of the earth</i>	p. 36
Lavasa, complexe de riches.....	p. 37
<i>When one plays and the other is parched</i>	p. 38
« On ne vole l'eau de personne ».....	p. 39
Pêcheurs sous perfusion.....	p. 40
<i>Dirty linen in public laundry</i>	p. 41

Sécheresse, état d'alerte

Les migrants de la soif.....	p. 42
« La nourriture avait manqué en 1972 ».....	p. 44
Souvenirs d'anciens.....	p. 44
Pension complète, fourrage compris.....	p. 44

<i>L'eau dans les textes sacrés</i>	p. 46
---	-------

Inde

Population : 1 205 730 012 milliards d'habitants
Superficie : 3 287 590 km²
Densité : 366 h/km²
Population rurale : 70 %
Croissance économique : 6,2 %
Taux d'alphabétisation : 74% (82 % des hommes et 65 % des femmes)
Monnaie : roupie (1 euro = 72 roupies)
Espérance de vie : 67,1 ans
Mortalité infantile : 46 pour 1 000 naissances
Religions : 80,5 % hindus, 13,4 musulmans, 2,3 % chrétiens

Delhi

Population : 16,8 millions d'habitants
Superficie : 1483 km²
Densité : 11297 habitants/km²
Croissance économique : 9%
Taux d'alphabétisation : 86,3
Espérance de vie : 69,6 ans (chiffres de 2002)
Taux de mortalité infantile : 22 pour 1 000 naissances
Religions : 84% hindus, 6,2% musulmans, 5,4% sikhs

Maharashtra

Population : 112,4 millions d'habitants
Superficie : 307 713 km²
Densité : 365h/km²
Population rurale : 55 %
Croissance économique : 7,1 %
Taux d'alphabétisation : 82,9 %
Espérance de vie : 69,5 ans
Taux de mortalité infantile : 28 pour 1 000 naissances
Religions : 83% hindus, 12% musulmans, 6% bouddhistes

Sources : OCDE (recensement de 2011), *Economic survey of Maharashtra (2013)*, *Economic survey of Delhi (2013)*

Le partage de l'eau, une affaire d'Etats

La Yamuna est depuis 20 ans source de conflit entre Delhi et l'Haryana. Un contentieux exacerbé par les besoins grandissants de la capitale.

ETATS DE DELHI ET DE L'HARYANA

Juin 2012. Dans certains quartiers de Delhi, la pénurie d'eau n'est pas loin. Les robinets ne livrent que quelques gouttes, avec parcimonie. L'Etat réclame à l'Haryana, son voisin qui lui distribue l'eau de la Yamuna, d'ouvrir les vannes. La demande reste lettre morte. Les représailles ne se font pas attendre. Le gouvernement de Delhi décide de couper l'eau de soixante familles d'officiels de l'Haryana installées dans la capitale. Deux jours et un tollé médiatique plus tard, Delhi rétablit la situation. L'Haryana a des moyens de pression. « *Ils peuvent couper l'eau de soixante familles, on peut le faire pour six millions d'habitants* », lance Rajeev Verma, surintendant du département de l'Irrigation d'Haryana, quand on lui rappelle l'événement.

Lâcher du lest ou non

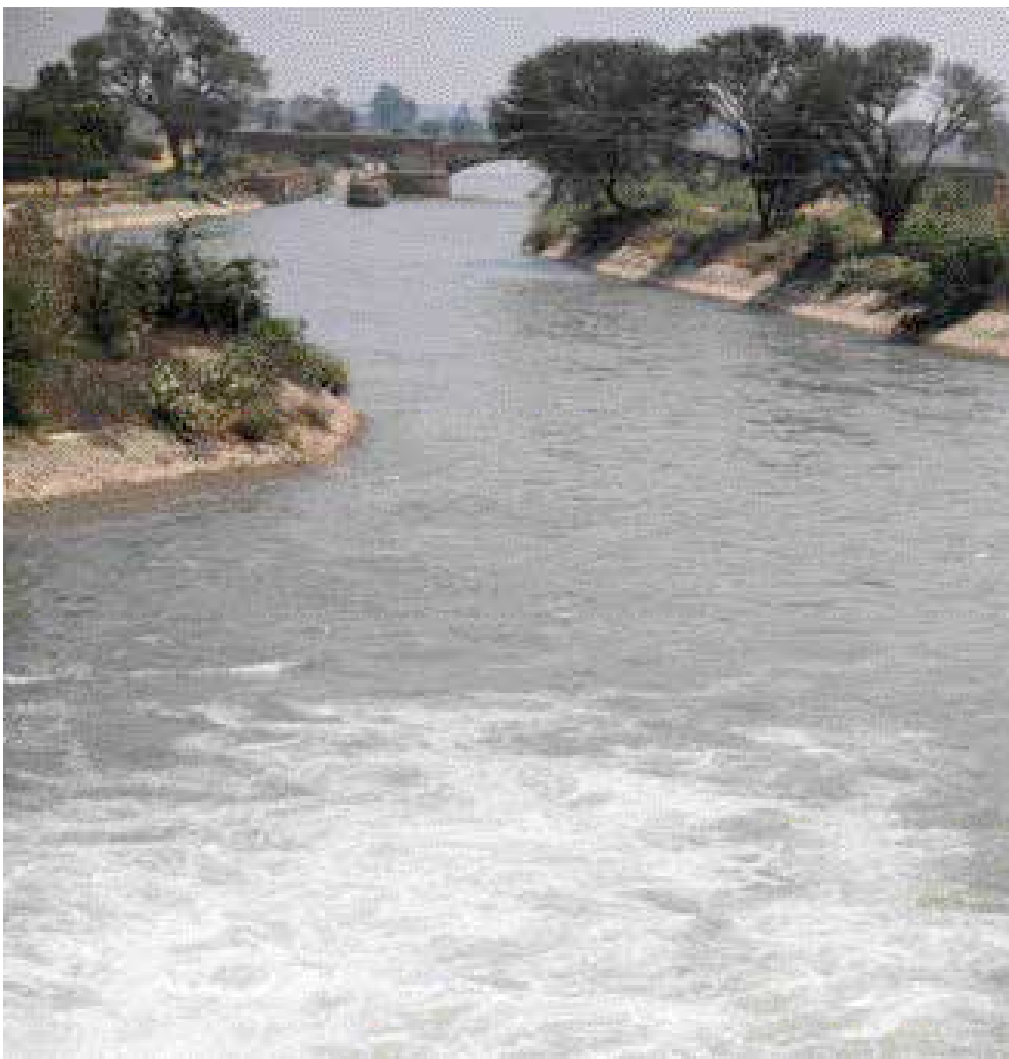
Depuis plusieurs années, les relations entre les deux Etats indiens sont tendues, et l'eau de la Yamuna est au cœur de la discorde. 70 % des ressources en eau de Delhi viennent de la rivière, dont l'eau est acheminée depuis Haryana via un canal. C'est donc son voisin qui maîtrise la distribution, et qui décide de lâcher du lest ou non. Au grand dam du Delhi Jal Board, l'organisme public gérant l'eau des Delhiites, qui en exige plus.

La distribution et le partage de l'eau sont des questions dépendant seulement des Etats. Selon la Constitution indienne, si le Parlement peut promouvoir ou amender des lois sur le sujet, « *ni la Cour suprême ni aucun*



© Antoine Izambard / Cuej

autre tribunal n'exercera de jugement dans le cadre d'un conflit ou d'une plainte [lié(e) à l'eau de rivières entre Etats] ». L'Haryana l'a bien compris. L'Etat respecte la Constitution et se pose en bon soldat obéissant aux règles établies. Le partage de la rivière Yamuna a été décidé lors d'un agrément signé en 1994 entre les six Etats qu'elle traverse. Selon l'accord, Delhi doit recevoir



6 % (environ 11 m³ par seconde) du flux de la Yamuna. Mais en raison de l'augmentation vertigineuse de la population de la capitale dans les années 1990, ses besoins en eau augmentent.

Bonne volonté

Delhi saisit la Cour suprême afin d'obtenir un partage de la Yamuna plus favorable. En 1996, celle-ci demande à l'Haryana de distribuer autant d'eau que nécessaire pour remplir constamment les deux réservoirs delhiites de Wazirabad et Haiderpur, en plus des 6% de l'agrément. « *Selon la Constitution, nous n'étions pas du tout obligés de suivre cette recommandation qui n'a pas lieu d'être* », rappelle Rajeev Verma. Généreux Haryana ? Pas pour Delhi, qui continue près de vingt ans plus tard de réclamer >>>



Le barrage de Munak dans l'Haryana, où une partie de la Yamuna est dérivée dans le CLC (Carrier Line Channel) pour rejoindre Delhi.

© Thibaud Métais /Cuej

My water or yours ?



As the temperature soars, two Indian states are at war again for water.

Haryana and Delhi are the two states bordering each other who have a water conflict since 1996. Yamuna and Vyas rivers are the major sources of drinking water for Delhi. Ganga also contributes for some drinking water to Delhi. But there is a crisis when water level goes down during summer time in river basins. It is aggravated particularly during very hot summers.

In 1996, Haryana filed an affidavit in Supreme Court of India citing incapability to provide water to its neighbouring state Delhi. But the Supreme Court decided against it and compelled Haryana to allocate water for Delhi.

The main conflict of interest between the two states is the total water saving

made after the construction of Munak Carrier Line Channel (CLC) which

reduced in route seepage losses from 30% to 5% as per the submission of Delhi Jal Board. Carrier Line Channel was built aiming to minimize the en route loss of water flowing from Munak Escape, about 120 Kilometers north to Delhi in Haryana. Delhi constructed three other small scale treatment plants named Dwarka, Bawana and Okhla with future planning to use the collective savings.

Total saving done was sufficient enough to run all three additional plants of capacity 80 Million

Gallon per Day (MGD) collectively for which 160 cusec of water required and the total saving is the same. But the government of Haryana refused to share the savings to Delhi. « *We are already supplying more than Delhi's share of water and we don't have water reservoir for further anymore allocation to Delhi* », says Mr. Rajiv Verma, Superintendent Engineer, irrigation department, government of Haryana.

According to the Indian constitution, river water distribution in India is a matter of state affairs. Thus, no court can intervene when it is subject to inter-state river water distribution.

Last year, the situation saw its worst. Government of India constituted a group of ministers committee to look into the matter and to come up with some concrete solution to this dispute. Although a chief minister level meeting was held, but ended with no substantial solutions to clamor.

Delhi Jal Board is waiting for the directions from advisory board of the group of central government ministers. « *We invested a huge amount of money for the construction of an efficient Car-*

Haryana refuses to share the savings to Delhi.

rier Line Channel to minimize the en route losses and to use the savings, but we are denied our share of savings which can actually run our three small scale treatment plants situated in Dwarka (40 MGD), Bawana (20 MGD) and Okhla (20 MGD) », said Delhi Jal Board PRO, Ms. Sanjam Chima. But the government of Haryana denies that there was no such agreement made before or after the construction of CLC to share savings with Delhi. While the states fight Delhites are struggling for water.

Shahnawaz Alam
Antoine Izambard
Thibaud Métais

>>> plus d'eau, d'autant que la population continue d'augmenter. Cette fois, l'Haryana est catégorique. Delhi n'aura pas une goutte d'eau supplémentaire. « On respecte l'accord de 1994, on suit la recommandation de 1996, que leur faut-il de plus ? Delhi a largement l'eau qu'il lui faut, à eux de savoir la redistribuer comme il faut. Avant de vouloir plus d'eau, ils doivent rationaliser leur distribution. » Un dialogue de sourds

que rien ne semble vraiment pouvoir régler. « Les dirigeants de l'Haryana se demandent pourquoi ils devraient donner plus d'eau alors que Delhi a déjà eu un traitement particulier grâce à la Cour suprême », explique HK Sahu, premier secrétaire de l'Upper Yamuna River Board, une administration fédérale qui joue, quand elle le peut, les pacificateurs pour la répartition de l'eau de la Yamuna entre Etats.

Aujourd'hui, le litige s'est déplacé sur des points plus précis. Pour éviter les pertes d'eau liées au long acheminement jusqu'à Delhi, l'Haryana a construit un nouveau canal en 2004, complètement cimenté, le CLC. L'infrastructure a été intégralement financée par Delhi. Avec le CLC, les pertes ne sont que de 5% au lieu de 30% dans l'ancien canal.

Réservoirs neufs et vides

Un gain important que Delhi s'imaginait récupérer. C'était compter sans l'abnégation de l'Haryana pour respecter scrupuleusement les accords. Sans plus. Du côté du Delhi Jal Board, on s'insurge. « On a payé pour avoir un canal qui sauverait de l'eau, 81 millions de litres par jour, explique Sanjam Cheema responsable de la communication. Mais l'eau économisée va à l'Haryana ! Qui ferait ça ? Payer cher quelque chose pour ne pas en avoir les bénéfices ? » Pour l'Haryana, cette question n'a pas lieu d'être puisque l'Etat continue de répondre à ses obligations. « Il n'y a aucune raison

pour qu'on livre l'eau économisée, assène Rajeev Verma. On leur distribue déjà plus d'eau que ce dont ils ont besoin. »

La question est loin d'être réglée puisque le paiement pose également problème. « Delhi n'a payé qu'un milliard de roupies sur les cinq et demi qu'ils doivent. Ils ne sont donc pas en mesure de réclamer quoi que ce soit. » Au Delhi Jal Board, on refuse de répondre aux questions de financement.

Delhi réclame plus d'eau car sa population continue d'augmenter.

Cette histoire coûte, quoi qu'il arrive, très cher au gouvernement de Delhi. « On a construit trois réservoirs supplémentaires destinés à contenir l'eau économisée avec le CLC, explique Sanjam Cheema. Mais ils ne servent à rien pour le moment. »

Rajeev Verma préfère ironiser. « Delhi a construit ces réservoirs sans même nous avertir. S'ils nous l'avaient dit, on aurait pu les prévenir qu'ils seraient inutiles... » Dans cette atmosphère délétère, l'Upper Yamuna River Board est intervenu avec l'aide d'un groupe de ministres du gouvernement central. Delhi attend beaucoup de leur influence.

Mais ils n'ont qu'un rôle de médiateurs, comme l'explique HK Sahu de l'UYRB : « Je ne dirai pas que Delhi a raison, ni que l'Haryana a raison, ni même que la Cour suprême a eu raison. Je ne suis là que pour faire respecter l'arrêt de 1996 et faire en sorte que les choses se passent du mieux possible. »

En attendant un hypothétique dénouement, Delhi et l'Haryana pourraient prochainement expérimenter un nouvel objet de conflit. Les six Etats riverains de la Yamuna ont entrepris la construction, au nord du pays, d'un réservoir de stockage des eaux de la mousson. Delhi espère en être la seule bénéficiaire. Ni l'Haryana, ni les autres Etats, n'entendent faire cette concession.

Shahnawaz Alam
Antoine Izambard
Thibaud Métais

Le Godava

La partie la plus pauvre du Ma



>2012-2017<

LES OBJECTIFS DU 12^e PLAN

Création d'une autorité de régulation dans chaque Etat, pour tendre vers un régime juridique qui facilite la résolution des conflits liés à l'eau.

BEED, MAHARASHTRA

Sur la berge de l'un des deux canaux creusés en aval du grand barrage Jayakwadi, Balasaheb Tarak pointe du doigt les monceaux de déchets qui jonchent le lit asséché. Voilà près de six mois que ses 2,2 hectares attendant ont soif.

Situé au nord du district de Beed, Antarwali Sarathi fait partie de ces 200 villages dont Jayakwadi a vocation d'irriguer les cultures. Construit en 1976 sur le fleuve

ari, un cours en justice

Maharashtra se plaint d'un déséquilibre dans le partage de l'eau. Au tribunal de trancher.



Godavari, cet équipement public promettait, selon la propagande gouvernementale, d'ouvrir « une nouvelle ère dans l'économie agricole » des districts situés en aval.

Mais de mauvaises moussons et deux années de sécheresse ont réduit à la portion congrue la quantité d'eau qu'il peut relâcher. Capable de retenir 2,4 milliards de m³ d'eau (81 TMC), son bassin versant de 21 km est aujourd'hui quasiment à sec. Au ban des accusés, la politique partisane de

Le village d'Antarwali Sarathi reçoit de l'eau exclusivement par camions-citernes.

© Rémy Dodet/Cuej

l'eau conduite ces vingt dernières années par le gouvernement du Maharashtra. Il a multiplié les retenues dans les riches districts horticoles et industriels de Nashik et d'Ahmednagar, situés en amont du Jayakwadi. Ces allocations des ressources du Godavari ont considérablement réduit les flux entrant dans le Marathwada, la région pauvre de l'ouest de l'État. « C'est notre eau. Qu'ils nous la rendent ! », tempête Balasaheb Tarak.

Pour porter cette revendication politique, un groupe de pression baptisé Marathwada Janata Vikas Parishad (MJVP) s'est mobilisé au nom des citoyens des districts d'Aurangabad, Beed, Jalna et Parbhani, qui dépendent en partie de l'eau du Jayakwadi. L'organisation dit rassembler un millier de militants, d'intellectuels et de hauts fonctionnaires retraités. En septembre, elle saisit la chambre d'Aurangabad de la haute cour de Mumbai. Son ambition, >>>

>>> contraindre le gouvernement du Maharashtra à faire relâcher 27,5 TMC d'eau retenue par les barrages situés en amont vers le bassin de Jayakwadi. Dans sa réponse officielle à la cour, le gouvernement considère la requête « *techniquement et pratiquement irréalisable* ».

Les bassins de Nashik et d'A Ahmednagar ne peuvent au maximum libérer que 18 TMC, et une telle libération, qui infligerait des dommages considérables à la productivité de ces districts, impliquerait aussi d'énormes pertes par évaporation. Parallèlement, le gouvernement prend l'initiative de relâcher 9 TMC.

Mais le 24 avril, l'arrêt de la chambre d'Aurangabad tombe : il enjoint au gouvernement de relâcher une « *quantité suffisante d'eau* » vers le bassin de Jayakwadi. Immédiatement, le maire d'A Ahmednagar interjette un appel suspensif devant la Cour Suprême de l'Etat fédéral.

Dans son arrêt, la chambre d'Aurangabad s'est appuyée sur une loi de 2005, créant une Autorité de régulation des ressources en eau du Maharashtra et instituant l'obligation d'un « *partage équitable* » entre barrages d'un même fleuve. En termes d'application, la quantité d'eau stockée dans chaque retenue doit être contrôlée en octobre, pour veiller à ce que le pourcentage « *d'eau utile* » soit approximativement le même dans tous les réservoirs. Des dispositions complètement violées cette année.

« Arguments prétextes »

« *La loi de 2005 était une condition pour obtenir un prêt de la banque mondiale* », rappelle Pradeep Purandare, ancien professeur à l'institut de gestion de la terre et de l'eau. « *L'Autorité de régulation ne s'est pas réunie une seule fois depuis sa création. Elle est en réalité sous la coupe du gouvernement* », ajoute-t-il. « *Les arguments techniques qu'a présentés le gouvernement ne sont que des prétextes pour protéger les districts de Nashik et d'A Ahmednagar* »,

**« C'est notre eau !
Qu'ils nous la
rendent ! », tempête
un habitant.**

balaie Pradeep Desmukh, vice-président du MJVP et avocat à la chambre d'Aurangabad. « *Selon la constitution, les régions déshéritées doivent bénéficier de réponses adaptées. Il n'y en a pas. Le Marathwada est négligé par le gouvernement* », dominé par le parti

du Congrès (INC). Il croit en connaître la cause. « *A l'échelle de l'Etat, les politiques de ces deux districts de l'amont sont plus influents que ceux des quatre districts de laval de Jayakwadi* », analyse l'avocat. En se fondant sur les chiffres de l'administration chargée du Godavari, il évalue à 44 TMC la quantité d'eau retenue au profit des deux districts, dont 25 des-

tinés aux besoins industriels, notamment ceux de l'industrie sucrière, où beaucoup d'élus ont des intérêts directs. Les quatre districts de l'ouest, ceux qui souffrent aujourd'hui le plus de la sécheresse, n'en auraient reçu que le tiers.

L'audience de la Cour suprême est programmée pour le 20 juin, après le début de la mousson. Une victoire provisoire des deux districts prédateurs dont Pradeep Deshmukh minimise la portée. « *Pour cette année, c'est trop tard. Mais la question se reposera très vite. Nous allons nous battre pour que la loi soit respectée à l'avenir* ». Et pour que tout au long de la saison sèche, Balasaheb Tarak puisse de nouveau goûter l'eau qui abonde en amont. La sienne.

Rémy Dodet



Le canal qui amène l'eau du fleuve Godavari au village d'Antarwali Sarathi est à sec depuis six mois.

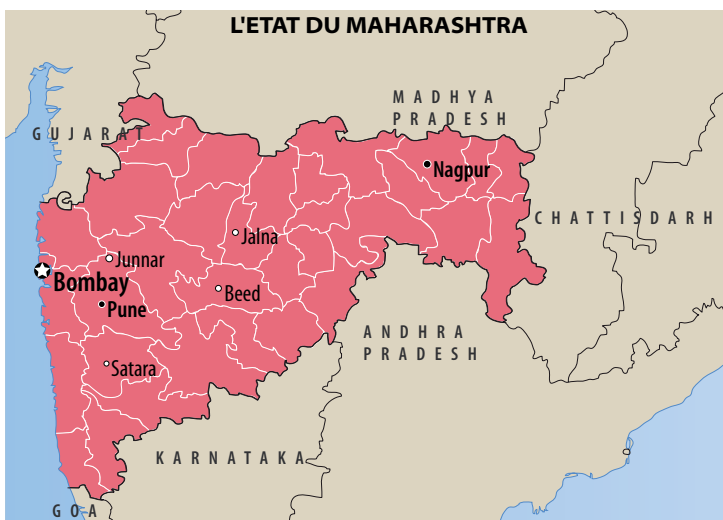
© Rémy Dodet/Cuej

>2012-2017<

LES OBJECTIFS DU 12^e PLAN

Le douzième plan quinquennal propose la création d'un Fonds national de gestion de l'irrigation, pour soutenir la demande des paysans. L'agriculture doit aussi se diversifier dans les zones touchées par la sécheresse.

Habituellement, les projets de grands barrages ont été le pilier des plans d'irrigation dans le pays. Cependant, il est maintenant reconnu qu'il existe des limites au rôle qu'ils peuvent jouer dans les capacités de stockage de l'eau.



© Pauline Hofmann/Cuej

En attendant la mousson, la politique du fatalisme



La classe politique indienne avoue son manque de volonté dans la gestion de la sécheresse. La société civile est, elle, résignée devant l'inertie des élus.

ÉTAT DU MAHARASHTRA

La faute à pas de chance. Ou plutôt à la nature. Pour Suresh Gehule, le président du district de Pune, « s'il n'y a plus d'eau dans les barrages à cause des moussons trop faibles, que peut faire le gouvernement ? » Membre du National congress party (NCP), parti au pouvoir dans une coalition avec l'Indian National Congress (INC), Suresh Gehule prévient que « l'an prochain, lors des élections, je dirai que le gouvernement a fait du bon travail, que nous avons augmenté la capacité des réservoirs, créé plus de petits canaux, de barrages, et donné de l'emploi aux paysans démunis ». La critique récurrente selon laquelle il y aurait trop d'eau pour les industries, pas assez pour les citoyens ? Une « thèse conspirationniste » selon lui.

Caméra cachée

Pour Vijay Paranjpe, économiste environnemental et fondateur de l'ONG Gomukh, la sécheresse actuelle est pourtant le résultat de quatre décennies de politique incohérente, et d'une non-application des lois d'irrigation. Il avance comme preuve de ces « aberrations » que dans l'Etat du Maharashtra, qui compte le plus grand nombre de barrages de toutes les régions de l'Inde, 60 % des eaux sont utilisées à des fins industrielles, et notamment dans la canne à sucre, qui n'occupe pourtant que 3 % des terres à irriguer. « L'élite politique contrôle tout, du sucre au système de camions-citernes en passant par

Un kiosque de Pune. La plupart des journaux s'interroge : la sécheresse actuelle est-elle pire que celle de 1972 ?

© Lara Charmeil/
Cuej

la mélasse, s'insurge Vijay Paranjpe. Et je ne vois pas pourquoi le système global changerait puisque la moitié des entreprises appartient aux politiques du NCP, l'autre à ceux du BJP (Bharatiya Janata Party, le parti de l'opposition). »

« Société polluée »

Vijay Paranjpe n'est pas le seul à tempêter contre les errements des politiques. L'ONG de Vivek Velankar, Alert Citizens forum, a illustré un pan du problème en installant une caméra cachée devant le bâtiment de la PMC (Pune Municipal Corporation). Là où les camions-citernes s'enregistrent et viennent se recharger en eau pour la livrer alentour. Huit livraisons passaient quotidiennement à la trappe. De l'eau non distribuée dans les zones demandeuses, et de l'argent systématiquement « perdu on ne sait où ».

« La démocratie indienne navigue dans l'hypocrisie, explique le politologue Ajit S. Abhyankar, membre du

CPI (Communist Party of India). Et le jeu politique est très éloigné de la réalité de la société ». Membre du parti d'opposition, le BJP, le député Girish Bapat ironise sur cette situation : « Notre société est comme l'eau polluée, il suffit d'en boire un verre pour être contaminé à son tour ». Mais la faute pour lui en revient au NCP et aux parties civiles « immobiles », qui ont pourtant le droit depuis 2005 grâce au Right to information act de consulter les documents de l'administration publique sur simple demande. Lorsque Girish Bapat était, lui, au pouvoir dans le Maharashtra, entre 1995 et 1999, son parti avait, assure-t-il, mis en place « un système d'irrigation bien plus adapté », à base d'abris pour conserver l'eau et de plus petits barrages. La réflexion fait sourire Suresh Dhas, qui est lui encore au pouvoir. Député NCP dans une zone du Maharashtra fortement touchée par la sécheresse, il confie sans sourciller que s'il voulait « vraiment faire en sorte que tout le monde, y compris les populations rurales, ait un accès à l'eau, il faudrait que je change radicalement de politique. Et si je faisais ça, je perdrais les élections. Je préfère donc m'adapter au fonctionnement populiste de notre démocratie. »

Comment s'étonner dès lors qu'à la veille des élections générales de 2014 en Inde, la population continue de se méfier des discours officiels ? Selon Parth Biswas, journaliste environnemental au Loksatta, du groupe de presse The Indian Express, les Indiens sont trop « habitués » à souffrir de sécheresse pour se battre pour que cela change : « La saison de la mousson aura passé, et on fera comme d'habitude. »

Lara Charmeil

Le privé arrive au compte-gouttes

État de New Delhi

La distribution erratique de l'eau conduit la capitale à recourir à la sous-traitance.

Des enfants, bouteille vide à la main, qui traquent les gouttes qui s'échappent des camions-citernes. Des femmes, qui travaillent à l'extension du métro de la ville sous un soleil de plomb, qui se désaltèrent avec l'eau sale d'un robinet d'arrosage. Des hommes qui s'arrêtent pour avaler une citronnade au stand ombragé d'un vendeur à la sauvette. Quand il fait quarante-six degrés dans les rues de la capitale indienne, comme c'est le cas en mai, l'enjeu pour les 16,5 millions d'habitants est simple : trouver suffisamment d'eau pour les besoins minimaux de la vie quotidienne. Et si dans les quartiers plus aisés, les problèmes sont moindres, les coupures d'eau restent fréquentes. C'est pour remédier à ces situations que le Delhi Jal Board (DJB, avec Jal, pour « eau » en hindi), l'organisme du gouvernement de Delhi qui gère la distribution de l'eau dans la capitale indienne, a décidé de signer des partenariats public-privé. Suez environnement et Veolia, deux entreprises françaises, doivent fournir d'ici deux ans de l'eau 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à deux quartiers pilo-

« La privatisation de l'eau va se faire, ce n'est qu'une question de temps »

Tarification sociale

Le coût de l'eau à Delhi varie en fonction des usagers. Les habitants des bidonvilles reçoivent de l'eau gratuitement par camion-citerne. Les classes moyennes et aisées payent l'eau selon le volume qu'elles consomment. En 2012, le Delhi Jal Board, l'organisme de distribution d'eau du gouvernement de Delhi, a voté une augmentation annuelle de 10%. A ce tarif s'ajoutent

deux taxes qui peuvent représenter jusqu'à 75% de la facture, une qui sert à maintenir les services dans chaque quartier, et une autre pour l'entretien des égouts. Les mêmes charges s'appliquent aux industries et aux administrations. Ces dernières peuvent bénéficier d'un rabais de 15% si elles prouvent qu'elles agissent en faveur de l'environnement.

M.C

tes. « Suez n'est jamais venu nous voir. ». Cet employé d'une association de Malviya Nagar, où résident 400 000 habitants, est catégorique. Les habitants du district ne savent pas qu'une French company, Suez environnement, est désormais responsable de la distribution de l'eau, alors que les travaux ont commencé depuis deux mois. Dans ce quartier pour classes moyennes, l'eau, souvent souillée, coule dans les canalisations deux heures le matin et l'après-midi. Les habitants la stockent ensuite dans des réservoirs. La multinationale, présente en Inde depuis 2010, va dans un premier temps rénover les canalisations, relier chaque maison au réseau et installer des compteurs d'eau individuels.

La crainte d'une hausse des prix

Le scénario est analogue dans le quartier de Nan-gloi, dans le nord est de la ville, où résident 1,5 million d'habitants. Ni le responsable d'une association d'habitants, ni le dentiste local n'ont entendu parler de l'arrivée prochaine d'une multinationale concurrente, Veolia, pour rénover et agrandir le réseau de distribution de l'eau.

Ces deux projets pilotes ont été signés pour respectivement 12 et 15 ans. Non sans mal. Les syndicats du DJB comme les citoyens

craignent que ces partenariats n'aboutissent à une privatisation de la distribution de l'eau. Ils s'appuient sur la Constitution du pays, qui définit un droit à la vie, dont l'eau fait partie. « La privatisation de l'eau va se faire, ce n'est qu'une question de temps », assure Lalit Goswani, président du Delhi Jamal, un des syndicats d'employés du DJB. « Cette privatisation pose trois problèmes, l'augmentation des prix, la corruption et la menace pour la sécurité nationale. Ces entreprises ne seront pas capables de protéger l'eau contre une contamination chimique terroriste venant de Chine ou du Pakistan. » « Des foutaises », s'exclame Patrick Rousseau, dirigeant de Veolia Inde. « Cela voudrait dire que le secteur privé est propriétaire des infrastructures, ce qui n'est pas le cas. » Le gouvernement indien a libéralisé la gestion de l'eau dans le pays en 2002, sur demande du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, en échange d'une aide financière.

L'arrivée d'entreprises privées dans ce secteur de la distribution de l'eau est une première. Pour la majorité des citoyens, qui ont en mémoire la libéralisation de l'électricité il y a dix ans, et l'augmentation des prix qui a suivi, cette délégation >>>





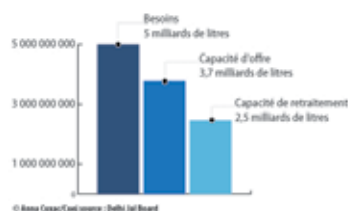
Une distribution d'eau pour les habitants du bidonville d'Okhla, au sud de Delhi.

© Thibaud Métais/CUEJ



L'EAU EN FLUX TENDUS

Estimations du Delhi Jal Board sur la consommation quotidienne



>>> de service public signifie forcément à terme une augmentation de la facture. « L'eau va encore augmenter », argue, facture à la main, Dipak Dhokla, secrétaire général du Comité de résistance à la privatisation et à la commercialisation de l'eau, un collectif citoyen installé à Delhi. « Je paye 800 roupies par mois, dont 500 roupies de charges, détaille le retraité, qui appartient à la classe moyenne. Chaque année, le DJB augmente ses tarifs de 10%. » Cette crainte est aussi partagée par les habitants des bidonvilles de Delhi, qui reçoivent actuellement de l'eau gratuite de la municipalité. « C'est le DJB qui fixe les prix. Nous, nous touchons un pourcentage qui nous est reversé par le DJB », répond Patrick Rousseau. Ces délégations de service public permettent de pallier les carences du DJB, qui pour l'instant ne peut fournir une eau propre et de qualité aux 16,5 millions d'habitants de Delhi. « La population de Delhi a tellement augmenté que le DJB n'a pas pu suivre, argue Rumi Ajiaz, un chercheur spécialiste de l'urbanisation à l'Observer research foundation, un think-tank. Le DJB ne possède ni les ressources financières suffisantes, ni la technologie ou l'expertise pour maintenir le réseau en état. » Le DJB, créé en 1957, emploie selon les chiffres des syndicats, 16 000 personnes, contre 35 000 avant les débuts de la privatisation du réseau d'assainissement, commencée, elle, il y a dix ans. Il draine quotidiennement jusqu'à Delhi 3,8 milliards de litres d'eau issus de trois sources dites de surface : la rivière Yamuna, le canal du Gange et celui issu du barrage de Bhakra-Nangal, situé à la frontière de l'Himachal Pradesh et du Penjab, au nord ouest du pays. Quant aux nap-

pes phréatiques de la ville, elles ne fournissent que 12% de l'eau, et s'épuisent du fait de la sécheresse et de la surexploitation. Il faut désormais creuser jusqu'à 40 mètres dans certains quartiers pour trouver l'or bleu. « Chaque goutte d'eau est importante pour nous », martèle-t-on à la communication du DJB. Mais dans les sanitaires mêmes de l'office, les canalisations fuient et un robinet sur deux ne marche pas. Le chemin reste long. Dans une interview donnée en avril 2012 au Wall Street Journal, Debashree Mukherjee estimait les besoins en eau de Delhi à « 216 litres par jour et par personne ». Ce chiffre correspond à une moyenne entre besoins des particuliers, des institutions publiques, des commerces, des industries, et la lutte contre les incendies. Une estimation approximative. Car l'organisme de l'eau de Delhi avoue son impuissance à quantifier avec précision les milliers de litres d'eau réellement disponibles. Il évalue à 46% le volume d'eau échappant à toute facturation. Mais comment savoir ? Sur les 19 millions de clients du DJB, 75% seulement ont un compteur d'eau, « mais beaucoup d'entre eux ne fonctionnent pas ».

Réduire les pertes

L'organisme a prévu de réduire, sur la période 2012-2017, cette non-revenue water de 30%. Installer plus de compteurs et faire payer des amendes, être capable de fournir de l'eau vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Quatre heures par jour est la situation la plus courante. L'approvisionnement en eau s'accompagne d'un gaspillage d'une hauteur de 40%, selon Suez environnement. Ce sont des milliers de litres qui, chaque jour, n'arrivent jamais jusqu'au robinet des 75 % d'habitants raccordes (les autres Delhiites reçoivent leur eau via des puits ou les quelques 500 camions-citernes du DJB). Notoirement vétuste, le réseau de canalisations subit de graves fuites. Autre effet de la mauvaise étanchéité des tuyaux, l'eau souterraine contaminée par la pollution s'y infiltre et se mélange à l'eau propre. Pour y faire face, les deux multinationales françaises de l'eau vont installer des systèmes de détection des fuites. « Nous utilisons une technologie de détection par l'hélium, détaille Sevahsree Mohapatra, de Suez. Ainsi nous n'avons pas à creuser. » Mais que vaut un réseau sans fuite dont l'eau empoisonnerait ses utilisateurs ? La ressource, malgré les « 300 analyses quotidiennes réalisées aux robinets » dont se targue le DJB, reste souvent très polluée.

Mathilde Cousin et
Anna Cuxac, Karan Dhar,
Clémence Mermillod,
Manal Naila, Bhanu
Privvi Vyas,
Smriti Singh,
Quentin Thomas

> 2012-2017 <

LES OBJECTIFS
DU 12^e PLAN

"Les villes devront sécuriser leur approvisionnement en eau afin de réduire les risques de conflits et devront se donner les moyens de mieux gérer les eaux usées et les déchets."

Une pompe à eau installée par le DJB dans un bidonville au bord de la Yamuna.

© Geoffrey Livolsi/
CUEJ



Les philanthropes de Mumbai

A Jalna, l'inaction de l'Etat face à la sécheresse conduit certains notables à investir des millions de roupies dans des initiatives en direction des villages.



JALNA, E TAT DU MAHARASHTRA

A perte de vue, le lac artificiel qui surplombe Akoladev, bâti à grands jets de fonds publics, n'est plus qu'une immense étendue de limon pétrifié. Une pelleteuse s'affaire à creuser la croute de plusieurs dizaines de mètres qui recouvre les précieuses réserves d'eau. Les camions prennent le relai pour évacuer ce poison charrié par la mousson, qui s'est accumulé ici depuis dix saisons. Le lac à sec n'alimente plus les tuyaux d'arrivée d'eau du village, menacé de mort, depuis décembre. Laxman Sawade, désigné comme interlocuteur de l'administration du district, a multiplié les démarches officielles pour obtenir de l'aide. Sans

Le miracle est venu de riches investisseurs.

rien obtenir d'autre que l'arrivée de camions-citernes tous les trois jours. Le miracle est venu in extremis de riches investisseurs de Mumbai (Bombay), alertés de cette situation critique par les médias, et décidés à se substituer à un Etat dépourvu de moyens d'action. Dans le cadre de ses fonctions locales, Laxman Sawade sert d'intermédiaire, par le biais d'Avinash Pol, un dentiste dont la renommée dans le Maharashtra repose moins sur son cabinet médical que sur ses activités philanthropiques et son réseau d'influence. Un objectif : démarrer au plus vite des travaux en réunissant la force de travail collective des villageois et les capitaux de Mumbai. L'affaire

Un ouvrier du chantier en train de remplir sa bouteille d'eau dans un puits.

© Remy Dodet /Cuej

est vite conclue. Aujourd'hui, 150 habitants se retroussent les manches sur le chantier. Pour les fonds, ils s'en remettent à quinze investisseurs privés - traders de Mumbai, industriels de l'eau, businessmen des hautes technologies - qui ont rassemblé près de 10 millions de roupies (143 000 euros) pour désédimenter le lac et creuser de nouveaux puits. 10 millions de roupies pour un seul village, quand l'administration du district ne dispose que de 100 millions de roupies d'aide d'urgence pour environ mille villages.

Une réussite privée

Pour intervenir sur le domaine public, le médecin notable a obtenu la bénédiction de son ami Shyam Deshpande, préfet du district. En deux mois, il a mis fin à dix années d'inaction gouvernementale : l'approvisionnement en eau d'Akoladev est passé à deux heures par jour, contre une fois tous les trois jours auparavant. Sur le chantier, Ankush Adsul, l'ingénieur embauché par une association de notables, se réjouit : « *Les administrations locales viennent régulièrement nous féliciter.* ». L'Etat a besoin d'aide pour subvenir aux besoins de sa population et il ne s'en cache pas. « *Les ONG ne sont pas que des partenaires, elles sont des associés* », admet sans complexe le préfet Shyam Deshpande. Pour chaque gros forage, pour chaque projet de réservoir de la région, des investisseurs privés ont posé de l'argent sur la table, par pure philanthropie, assure Nimesh Sumati, un trader de la bourse de Mumbai. En échange, une visibilité dans les médias locaux et une exemption fiscale à hauteur de 50% des dons.

Pauline Hofmann



« La ceinture verte », plaine des convoitises

Destins croisés d'une tribu, de trois fermiers et d'un producteur vivant sur le même territoire mais sans bénéficier du même accès à l'eau.

JUNNAR, ÉTAT DU MAHARAHSTRA

Il ne stagne plus qu'une dizaine de centimètres d'eau verdâtre au fond du puits. Les quatre femmes la tirent énergiquement à l'aide de bidons en plastique accrochés à une corde. Elles la filtrent à travers une étoffe rouge tendue au-dessus des jarres. Après une heure de marche, cette eau servira à éteindre la soif du petit village d'Hadsar. Par temps de sécheresse, le rituel est quotidien pour les femmes des populations dites tribales, les Adivasi du taluka de Junnar. Pendant des siècles, les Adivasi ont vécu en marge de la civilisation indienne.

La Constitution leur a reconnu un statut particulier en 1949, leur attribuant des terres théoriquement inaliénables dans les zones reculées : montagnes, forêts et îles. Une population protégée, en somme, qui se tient à l'écart du marché, et à laquelle l'administration indienne ne se sent apparemment aucune obligation d'assurer l'accès aux services publics. L'agriculture de subsistance de ces tribus est totalement dépendante

de la mousson. Pendant l'hiver et la saison des pluies, ils cultivent le riz. L'été, il ne reste qu'un peu d'élevage et la cueillette de fruits sauvages.

Les Adivasi, des tribus à l'écart du marché.

Le petit village montagnard d'Anjanawle s'abreuve directement à la nappe phréatique, au moyen de puits et des pompes manuelles. Ils sont aujourd'hui presque à sec. En contrebas, la retenue d'eau de Manikdoh dessert la plaine. « *Ce barrage est sur nos terres, mais nous ne pouvons pas accéder à son*

L'administration indienne ne se sent aucune obligation d'assurer l'approvisionnement en eau aux populations tribales.

© David Métreau/
Adama Sissoko/Cuej



eau, même pour boire, constate une femme du village. Pour survivre, les gens descendent cinq mois de l'année pour travailler dans la plaine. » Quelques kilomètres plus bas, les rectangles verts des parcelles irriguées contrastent avec l'herbe jaunée et le sol craquelé des collines alentours.

C'est sur cette oasis que prospère, près du village de Galegaon, la vaste exploitation horticole de Mangesh Doke. Une dizaine de journalistes Adivasi travaillent dans ses vignes.

Des fruits en abondance

Mangesh Doke, grand, musclé, chemise blanche impeccable et RayBan noires, reçoit ses visiteurs dans son vaste salon, équipé d'un écran plat. Il se dit touché par la sécheresse qui affecte les autres : « Ce qui leur arrive pourrait m'arriver ». L'eau qui irrigue ses vignes et ses grenadiers provient d'un captage de la rivière Kukadi, acheminée en continu jusqu'à un réservoir de dix mètres de diamètre via plus de 5 km de pipelines. L'accès à l'eau en abondance lui a permis de développer très vite une gamme de fruits comme les bananes, tomates, mangues. Ses grenades et son raisin sont exportés à 80% vers les pays du Golfe. Vishal, Kuldip et Deepack Mandlik, trois fermiers du même

clan, ont choisi, eux, de miser sur la rajapuri, une variété de man-gue très prisée des Indiens. Mais leurs vergers - 1,5 à 2 acres par familles - sont à l'extrême limite de la « ceinture verte », dans le village de Belsar, à 8 km de Galegaon. Ici, le système d'irrigation est en bout de course. Pour abreuver leurs manguiers, ils ne disposent que d'une petite retenue secondaire, le Check Dam, à sec. Il faut donc recourir, avec parcimonie, à un forage sur la nappe phréatique dont le niveau est très bas. Sur leurs plantations, ils ne peuvent que constater l'ampleur des dégâts : la terre qui craque sous leurs pas, la taille rabougrie des rajapuri, et les fruits flétris qui jonchent le sol.

Pour avoir accès aux subventions qui permettent de pérenniser des infrastructures de distribution d'eau, c'est aux patils (chefs de villages) de faire remonter la demande auprès du Comité de répartition des eaux du district. Cet organe composé de fonctionnaires et d'élus locaux répartit les aides allouées par l'Etat. Il peut aussi en cas d'urgence dépêcher des camions citernes.

Si la demande n'est pas présentée dans les formes par les responsables locaux, rien ne sera fait. La constitution d'un dossier ou même la rédaction d'une lettre représente une barrière quasi infranchissable pour les Adivasi des montagnes, très souvent illettrés.

R.C Talape, fonctionnaire principal de Junnar, chargé de réceptionner les dossiers, reconnaît l'existence du double privilège géographique et politique des habitants de la « ceinture verte » : « Le taluka de Junnar est comme une cuvette formée par des montagnes entourant des plaines. C'est là qu'est retenue l'eau. Les habitants sont donc favorisés, d'autant plus que la plupart des membres du Comité y résident. » Les inégalités qui en résultent sont pour lui une fatalité : « Nous, fonctionnaires du Taluka, nous ne pouvons pas tout faire. En démocratie, nous devons suivre la décision des élus. »

**David Métreau
Adama Sissoko**

Les citernes, un bon filon

Le business de l'approvisionnement en eau a explosé. Mais pour accéder à cette ressource, il faut y mettre le prix.



JALNA, ETAT DU MAHARASHTRA

Public et privé se partagent le marché des camions-citernes qui alimentent la population du district en eau.

© Rémy Dodet/CUEJ

Sur les routes défoncées du district de Jalna, le ballet des citernes est incessant. Tirées par de gros camions ou de petits auto-rickshaws, ces réservoirs d'eau montés sur essieu maintiennent sous perfusion 7 500 kilomètres carrés de terre altérée. Ils multiplient chaque jour les va-et-vient entre points d'eau et villes, villages ou entreprises et exploitations déshydratés.

Un marché prometteur

Dans une des zones industrielles de Jalna, un alignement de panneaux affiche la spécialité de petits ateliers : fabricants de citernes. En construire une de 10 000 litres coûte près de 30 000 roupies. Elle sera vendue le double.

Ces ateliers se comptaient sur les deux mains l'an dernier. En 2013, Amit Kulkarni, journaliste local au *Daily Pallavrang* affirme en avoir dénombré près de 100. Ils tournaient encore à plein régime mi-avril. Mais à l'approche de la mousson, la demande a chuté, et une atmosphère de désœuvrement annonce la fin de saison.

Elle aura été bonne. Prasad Tanpure, ancien député du Maharashtra, estime que la barre des 50 000 tankers construits a sans doute été franchie cette année, soit un profit de 2 milliards de roupies, réalisé sur les acheteurs publics et privés. Incapable de satisfaire au droit d'accès à l'eau potable que la >>>

►►► loi reconnaît aux quelques 1,6 million d'habitants éparpillés dans ce district rural, l'administration a concédé cette mission à deux compagnies privées en partageant équitablement le territoire. Leurs quelques 600 camions-citernes font chacun deux à trois trajets par jour. Un camion-citerne fait parfois 160 km pour un aller-retour. Certains villages éloignés ne les voient qu'une fois par semaine. L'Etat, par l'intermédiaire du préfet de district, lui verse 135 roupies pour 1 000 litres livrés. L'eau est mise gracieusement à disposition dans des réservoirs publics souvent creusés dans le sol d'immenses lacs artificiels desséchés.

Business as usual

S'il répond ainsi aux besoins essentiels, le service public est loin de satisfaire une demande inextinguible, qui a suscité la vocation d'une armée de petits entrepreneurs opportunistes. En réalité, c'est le secteur privé qui permet à la population du district de Jalna de boire -presque- à sa soif. Mais pas à moindre coût. Les marchands d'eau négocient les tarifs au téléphone. Et c'est surtout la distance avec le puits le plus proche qui détermine la facture. Si le prix moyen pour 1 000 litres oscille entre 250 et 350 roupies, des villageois du sud du district disent acheter la même quantité plus de 600 roupies.

Ramanlal Nand est dans la partie depuis 2003. Entre janvier et mi-juin, il approvisionne chaque jour une cinquantaine de familles à Jalna.

Pour augmenter sa marge, il a investi, en 2007, dans le creusement d'un puits au pied de sa maison, en contractant 1 million de roupies d'emprunt auprès d'une banque et de prêteurs privés. Le jeu, dit-il, en vaut la chandelle. Grâce à la forte demande cette année, Ramanlal Nand a presque doublé son chiffre d'affaires. Revers de la médaille, son puits est maintenant presque à sec et il ne peut plus honorer ses commandes. Seule une bonne mousson lui permettra de relancer son business l'année prochaine.

Maxime Coltier
Rémy Dodet

Jamia Nagar pompe en toute illégalité

Le quartier musulman du sud-est de Delhi n'est pas approvisionné en eau. Les habitants en achètent aux petits revendeurs locaux sans savoir si elle est potable.



ETAT DE DELHI.

A Jamia Nagar, le quartier musulman du sud-est de Delhi, les véhicules rudimentaires défilent dans les ruelles. Des triporteurs convoient sans cesse des dizaines de vieux bidons d'eau. Vingt litres chacun, vendus aux habitants de ce quartier pauvre aussi bien pour s'hydrater que pour des usages domestiques.

Jamia Nagar, colonie non autorisée, n'est pas approvisionnée par le Daily Jal Board.

Seule une quinzaine de personnes, à la tête de petits commerces illégaux, fournit le quartier en eau.

Dans un pays où l'économie informelle représente 84 % du PIB, l'approvisionnement en eau relève de la débrouille. La population s'en s'accommode, car elle peut acheter de l'eau à des prix défiant toute compétition, à partir de 15 roupies pour 20 litres. Mohammed Reyas est l'un des

fournisseurs d'eau de Jamia Nagar. A la tête d'une affaire située au cœur du quartier musulman et dans laquelle six personnes travaillent, cet homme d'une quarantaine d'années aux cheveux grisonnants a investi 300 000 roupies en 2008 dans

un système de pompage et de filtrage de l'eau. La méthode est la suivante : l'eau est pom-

pée dans le sol à douze mètres de profondeur avant de passer dans trois systèmes de filtration censés la purifier totalement. Mohammed Reyas produit ainsi jusqu'à 1 000 litres d'eau par heure, et la vend immédiatement aux habitants du quartier. L'activité est illégale, car une autorisation du gouvernement est nécessaire pour pouvoir puiser l'eau dans les sols de la ville.

Mais *quid* de sa qualité ? L'eau extraite des nappes phréatiques n'est soumise à aucun contrôle, alors que les sous-sols de Delhi

Les habitants achètent de l'eau à partir de 15 roupies pour 20 litres.

© Geoffrey Livolsi/Cuej

En Inde, l'économie informelle représente 84 % du PIB.



Place Nehru
haut lieu du
marché noir
de l'eau en
bouteille dans le
sud de Delhi.

© Geoffrey Livolsi/
Raphaël Badache/
Cuej

sont extrêmement pollués. En témoigne le dépôt gris qui se dépose le long du système de filtration de Mohammed. « Elle est pourtant potable et même meilleure en goût que les bouteilles vendues par les entreprises », assure le revendeur, qui gagne 30 000 roupies par mois, de quoi nourrir aisément sa famille.

Un goût de terre

Le discours est différent parmi les consommateurs de cette eau souterraine. « J'achète mon eau dans le quartier parce que je n'ai pas le choix, mais elle a souvent un goût de terre », affirme Mahlia, une habitante de Jamia Nagar qui vient de s'approvisionner.

Une partie des propriétaires de puits de Jamia Nagar écoulent

leur production à des petits revendeurs. On les retrouve quelques kilomètres plus au nord, dans le quartier d'affaires de Nehru Place, où se côtoient buildings ultra-modernes et immeubles décrépis. L'endroit est aussi devenu un haut lieu du marché noir de l'eau en bouteille dans le sud de Delhi, qui connaît chaque été un approvisionnement erratique en eau potable. Une cinquantaine de personnes investit ainsi chaque matin les rues de Nehru Place pour vendre les précieuses bouteilles. En apparence, tout est légal. Des commerçants proposent aux bureaux du quartier des bidons tamponnés de la marque Bisleri ou Aquafina, les leaders indiens de l'eau embouteillée. Mais parmi ces commerçants, des reven-

deurs peu scrupuleux réutilisent les bidons étiquetés et les remplissent d'eau du robinet, non-potable et non-traitée. Ceux-ci sont ensuite revendus sous le nom de la marque et au même prix, soit entre 50 et 70 roupies. Facilement identifiables à leurs tripoteurs remplis de bouteilles, les vendeurs se faufilent à travers la place. Omi Singh, 29 ans, s'approvisionne auprès d'une source privée dans Jamia Nagar. « J'achète mon eau au prix de 15 roupies les 20 litres et je la revends 25 roupies, explique le jeune homme. Ce sont des gens pauvres qui achètent mon eau, je ne fais pas croire qu'il s'agit de marque. » Pourtant, sur les bouteilles qu'il vend, figure encore l'étiquette Aquafina.

Le marché noir

Assis dans sa camionnette, Sudarshan surveille dans son rétroviseur les petites mains qui s'activent à décharger les 80 bouteilles d'eau qu'il transporte. Cela fait huit ans qu'il vend de l'eau à Nehru Place. Une petite affaire qu'il a montée après avoir acheté sa camionnette et qui lui permet de gagner entre 500 et 1 000 roupies selon les jours. « Qu'est ce qu'on appelle marché noir ? », s'emporte Sudarshan. « Le fait que je fasse quelques roupies de profit car je ne paye pas de taxes à l'Etat ? Les politiques sont tous corrompus et détournent des millions. Moi je ne fais que quelques roupies de profit. »

L'impact de ce système parallèle est « négligeable » pour les industriels de l'eau minérale, selon Vimlendu Jha, président de l'ONG environnementale Swechha. « Ils pensent être dans leur bon droit car le gouvernement n'agit pas assez vite pour améliorer la distribution. » Certaines entreprises ont toutefois décidé de se protéger de la contrefaçon. Leur parade : les mettre sous plastique et les doter d'une pastille de la marque sur les bouchons.

**Shanawaz Alam, Raphaël
Badache, Manal Naila,
Geoffrey Livolsi**

La Yamuna, une rivière sacrée

Malgré les millions investis pour les nettoyer, les 22 kilomètres du cours d'eau qui traverse Delhi restent extrêmement souillés.

ETAT DE DELHI

Le barrage de Wazirabad, au nord de Delhi, est fatal à la Yamuna. Le point de départ de 22 kilomètres de calvaire environnemental. Vingt-deux kilomètres qui transforment la rivière sacrée en gigantesque poubelle à ciel ouvert. Dans la tradition hindouiste, la Yamuna purifie tout corps qui se retrouve immergé dans ses eaux.

Face au flot d'immondices qui s'y déverse nuit et jour, dans lequel se mêlent déchets domestiques, industriels et agricoles qui ne subissent quasiment aucun traitement, la rivière est impuissante. Le gouvernement de Delhi, lui, tente d'agir. En vain ou presque.

La Yamuna est indispensable à la capitale indienne puisqu'elle y puise 70 % de ses ressources en eau. Delhi ne lui en est pas reconnaissante : la ville représente 70 % de la pollution totale de la rivière, qui s'écoule sur 1370 km.

Des plans mal ciblés

Devant cette situation catastrophique, le gouvernement fédéral, aidé par le Japon, lance en 1993 le premier Plan d'action pour la Yamuna (YAP). 98 millions d'euros sont dépensés sur dix ans. Mais la plupart des fonds n'est pas concentrée sur la zone primordiale de 22 kilomètres dans Delhi. Des stations d'épuration pour les eaux usées domestiques sont néanmoins construites dans la ca-

pitale, et le réseau d'égouts est en partie réparé.

En décembre 2004, un deuxième plan est mis en place (YAP II). 84 millions d'euros sont débloqués et, cette fois, la moitié va directement à la ville capitale. Deux nouvelles stations d'épuration de grande capacité voient le jour à Okhla (qui traite 135 millions de litres par jour, MLJ) et Keshopur (324 MLJ). De nombreux canaux sont réparés et environ 30 km construits, avec pour objectif de les connecter aux stations de traitement. Des toilettes publiques sont installées. Sur le papier, le projet semble parfait. Dix-sept stations pour les effluents domestiques sont construites et dix pour les eaux usées industrielles.

Aujourd'hui, Delhi compte 20 stations d'épuration pour une capacité de traitement de 2330 MLJ, alors qu'elle génère entre 2500 MLJ selon le DJB (Delhi Jal Board), 3700 MLJ selon le CPCB (Central Pollution Control Board). Quel que soit le chiffre, Delhi a une capacité de traitement de ses eaux usées inférieure à ce qu'elle produit.

« Environ 50 % des eaux usées qui sont déversées dans la Yamuna ne sont pas traitées », indique RM Bhardwaj, chercheur au CPCB. Le constat est amer pour les ONG environnementales.

« On ne pouvait être qu'enthousiasmé quand on a vu ce qui était prévu avec les plans, indique Vimalendu Jha, de l'ONG Swaccha. Mais l'argent n'a finalement pas été utilisé comme il fallait. On a investi dans des stations d'épuration de haute technologie, qui coûtent très cher. Et on s'est rendu compte qu'on n'avait pas de quoi les connecter aux zones résidentielles ou industrielles. »

Résultat, des stations ne servent presque à rien. Selon une étude du Centre pour la science et l'environnement (CSE), un think-tank de Delhi, un quart d'entre



Moins de 3 % des usines d'Okhla feraient parvenir leurs eaux usées à la station de traitement du quartier.

© Thibaud Métais / CUEJ

UN SYSTÈME DE TRAITEMENT INEFFICACE



ment polluée



elles fonctionnent à moins de 30 % de leur capacité et ne traitent donc quasiment aucun effluent.

Des usines peu contrôlées

A contrario, près de 20 % des stations, situées dans des zones de forte densité, sont en surcapacité. « Dans ce genre de cas, les eaux ne sont pas correctement traitées et repartent vers la rivière encore polluées », explique l'activiste.

D'après le CSE, 80 % de la pollution de la Yamuna est d'origine domestique. Des statistiques particulièrement élevées qui s'expliquent notamment par la part importante de la population de Delhi vivant dans des colonies non autorisées. Contrairement aux quartiers riches, et aux colo-

nies autorisées, elles ne sont que très rarement connectées à des stations d'épuration, leurs eaux usées allant directement dans la Yamuna sans aucun traitement. Le reste de la pollution provient de l'activité industrielle. A Okhla notamment, la plupart des effluents des usines ne sont pas du tout traités, alors que les entreprises sont censées payer une taxe pour passer par la station de traitement adéquate. « Sur l'ensemble des usines d'Okhla (5 500 environ) 100 à 150 passent par notre station », dénonce VP Bab-

bar, ingénieur en chef de la station de traitement des effluents industriels d'Okhla.

Pour Vimalendu Jha, ce problème relève d'un « manque de gouvernance ». « Les très grosses usines sont très contrôlées et il n'y a finalement pas trop de problèmes avec elles. Paradoxalement, c'est l'ensemble des petites industries

qui pollue le plus. Elles font un peu ce qu'elles veulent, sans contrôle de la part de Delhi. » A Okhla, on se défend de ces accusations en pointant du doigt les défaillances des infrastructures. « Les canali-

80 % de la pollution de la rivière serait d'origine domestique

>2012-2017<

LES OBJECTIFS DU 12^e PLAN

Les villes doivent planifier le retraitement des eaux usées, et non penser après coup à la dépollution.



sations sont en très mauvais état. La plupart du temps, nos eaux usées n'atteignent pas la station qui ne sert donc à rien », justifie Harish Arora, président de l'association des industries d'Okhla.

Réparer les canalisations

« Toute l'eau qui est déversée dans la Yamuna, même après un passage en station d'épuration, est polluée », insiste Vimalendu Jha. Shash Ram Singh, ingénieur à la station d'épuration des eaux domestiques d'Okhla, qui dépend du DJB, est moins catégorique que l'activiste. Mais il reconnaît que « sur les 18 évacuations qui vont directement dans la Yamuna, seulement trois rejettent de l'eau complètement trai-

tée. La plupart de l'eau qui sort des stations d'épuration part dans des égouts où elle est mélangée avec des eaux non traitées. »

Vingt ans après le début du premier Plan d'action pour la Yamuna, la situation est toujours aussi critique. Voire pire. En même temps que les dépenses pour améliorer la qualité de l'eau augmentent, le niveau de pollution de la rivière poursuit sa progression.

Le troisième Plan d'action pour la Yamuna a été adopté en décembre 2011 avec un budget de 232 millions d'euros, de nouveau financé

en partie par le Japon. Lancé il y a quelques mois, le projet est, cette

fois, exclusivement consacré à Delhi avec pour but de réparer les canalisations souterraines et

moderniser trois stations pour enfin optimiser la capacité de traitement. En attendant, le barrage d'Okhla qui clôt les 22 km funestes traversant Delhi continue de répandre son écume nauséabonde en direction du Gange.

Thibaud Métais
Geoffrey Livolsi
Naila Manal
Aditi Chakravarti

Les dépenses augmentent, le niveau de pollution également.

Les habitants les plus démunis cherchent des déchets à récupérer dans la rivière qui en regorge.

© Thibaud Métais/
Cuej

Ci-contre, le tableau des obligations qu'une usine devrait respecter pour le traitement des eaux.

© Thibaud Métais/
Cuej

QUAND LES
RIVIÈRES SE
TARISSENT...

La quantité de déchets est tellement importante à hauteur de Delhi qu'elle empêche quasiment la rivière de couler, sauf après la mousson. Une partie de la pollution est causée par les ateliers clandestins installés dans les bidonvilles, dont les débris vont directement dans la Yamuna. Le gouvernement ne dispose pas des moyens nécessaires pour fermer ces ateliers.

WHEN THE RIVERS GO DRY...



*I do not know much about gods;
but I think that the river
Is a strong brown god - sullen,
untamed and intractable
Patient to some degree, at first
recognized as a frontier;
Useful, untrustworthy as a
conveyor of commerce;
Then only a problem confronting
the builder of bridges.
The problem once solved, the
brown god is almost forgotten
By the dwellers in cities - ever,
however, implacable,
Keeping his seasons and rages,
destroyer, reminder
Of what men choose to forget.
Unhonoured, unpropitiated
By worshippers of the machine.*
- T. S. Eliot (1888-1965) from
Four Quartets

Hindu mythology tells us that river Yamuna is a goddess and the water has the power to wash away sins. However, the 22 kilometers of Yamuna that flows through Delhi is no longer fit for ablutions, divine or otherwise. « The amount of untreated sewage and industrial effluents that are directed towards the river are enough to make it very sick. Today, the state of Yamuna in Delhi is such that the thickness of the waste does not allow it to flow, except in the monsoon months » said Dr. Soni.

4% of the river flows

According to the Central Pollution Control Board (CPCB), only 4% of the Yamuna actually flows through the Capital. Ironically, this stretch is responsible for over 70% of the river's pollution. The pollution levels of the Yamuna are such that the water is unfit even for bathing. That, however, does not stop

slum dwellers from taking a bath in the river. R M Bhardwaj, Senior Scientist, CPCB, explained the limitations of the government while dealing with domestic sewage and industrial effluents disposal. « Water is a state subject. In the capital, we have the most extensive sewage treatment plants (STPs) in place. However, the amount of waste water produced by Delhi does not reach the STPs because of the lack of sewage pipelines » he said.

Delhi in a space crunch

Sanjam Cheema, the Public relations Officer of DJB explained, « Delhi is rapidly expanding in terms of number of people. There is a space crunch and that is why laying extensive sewage disposal pipelines is impossible. »

Also, the pipelines already in place do not function properly due to leakage or thickness of sewage.

Mr Bhardwaj accepts the helplessness of the government. He says, « In the slum clusters in Delhi there are people who run illegal factory units from their own homes. The effluents from these units never reach a Common Effluents Treatment Plant (CETP) and are disposed along with the other domestic waste into open drains that reach the Yamuna ».

Such illegal factory units are difficult to close down because they pop out again like mushroom in any space available and the Delhi police do not have the manpower to invest itself completely in this work. It is ironical that the Yamuna, if preserved properly, is capable of providing for the entire capital's water needs but the state, still, has to buy water from Haryana to survive in the summers.

Aditi Chakravarti
Naila Manal





L'industrie plein pot à Pune

Eau, routes, électricité : les infrastructures ont du mal à suivre le rythme de développement de la région, berceau du secteur automobile.

PUNE. ETAT DU MAHARASHTRA

L'eau se déverse à grands jets sur les immenses pièces de coton qui tournent sur les rotatives de Bombay Dyeing, spécialisée dans la fabrication de draps teints de haute qualité pour l'exportation. Pour assurer leur blanchiment préalable, l'entreprise requiert 1 800 m³ d'eau par jour. Une activité difficilement compatible avec des sautes dans la distribution d'eau. « Pour nous, l'eau est une matière première, commente Arun Kale, sous directeur de l'usine. Quand elle vient à manquer, les industries souffrent énormément. En 2012, suite à la faible mousson, on nous a alloué si peu que nous avons dû arrêter la production. Cela nous a coûté 20 millions de roupies (environ 300 000 euros) par jour. En ce moment, on est revenu à

La faible mousson a mis la production à l'arrêt.

la normale, mais la mousson va bientôt arriver et nous craignons la répétition du scénario. »

La zone de Ranjangaon au nord-est de Pune est active depuis 1993. Une avenue rectiligne de 7 km, sur laquelle les camions se faufilent entre les nids-de-poule, organise son aménagement. Chacun de ses côtés est flanqué d'une grosse canalisation.

Chaque jour, sont acheminés les 15 000 m³ d'eau nécessaires à la production des 252 entreprises installées ici. La zone est desservie par le barrage de Ghod, au nord, qui alimente aussi une partie de la campagne avoisinante.

L'industrie, la dernière servie

A l'entrée du parc, la MIDC (Maharashtra Industrial Development Corporation), agence gouvernementale, gère les infrastructures industrielles. L'or-

La zone industrielle de Chakan, en construction depuis 1997 a coûté 560 millions d'euros.

© Robert Gloy/Cuej

ganisme reçoit son quota d'eau du Service de l'irrigation qui pilote l'allocation des ressources au district. Jusqu'en avril 2011, les besoins en eau potable de la population primaient, suivis par ceux de l'industrie, l'agriculture venant en troisième position. Mais suite à un scandale de détournement d'eau, le gouvernement a décidé d'inverser ces priorités. Théoriquement, l'industrie est désormais servie en dernier.

Économiser l'eau le plus possible

Un peu plus loin, à Tata Batteries, ce renversement de situation inquiète. L'été dernier, pendant deux mois, l'entreprise a dû suspendre sa production de 4 à 6 heures par jour. « Pour ne pas devoir stopper totalement, nous nous avons dû acheter de l'eau aux paysans par citernes entières », dit Kapil Khedekar, cadre de gestion du fabricant de batteries automobiles.

Chaque entreprise doit quantifier ses besoins en eau auprès de la MIDC. Tata Batteries avait déclaré un peu plus de 300 m³ par jour. En ce moment, invoquant la pénurie d'eau dans le barrage



de Ghod, la MIDC refuse de lui livrer cette quantité. « Voilà pour quoi au lieu de 3 000 batteries par jour, on n'en fabrique que 2 500. Pourtant, nous essayons d'économiser le plus possible. Nous avons investi dans une station de recyclage. Nous utilisons cette eau économisée pour nettoyer nos machines », explique Kapil Khedekar. Le représentant de la MIDC pour Ranjangaon, P.V. Bhadange nie, lui, l'existence même de difficultés : « Nous utilisons seulement

la moitié des capacités réservées à l'industrie. » Il concède pourtant prospecter d'autres sources que le barrage de Ghod pour sécuriser dans l'avenir l'approvisionnement des industries à Ranjangaon.

Le temps presse pour Kapil Khedekar : « Si les pénuries perdurent, nous devons envisager de nous déplacer vers une autre zone industrielle. » Tata Batteries n'est installée à Ranjangaon que depuis sept ans.

Pune est aussi la capitale de la construction de scooters, grâce à Bajaj, troisième fabricant mondial.

© Robert Gloy/Cuej

Total changement de décor à quelques kilomètres de là. La zone industrielle de Chakan, à 30 km au nord-ouest de Pune, sur la route de Mumbai, voit l'avenir en rose. Elle est en pleine expansion. Un vaste chantier s'y étend sur 1 200 hectares. Satish Chaudekar, représentant de la MIDC locale exulte : « D'ici trois ans, Chakan sera la plus grande zone industrielle d'Asie. »

80 000 m³ pour le secteur automobile et mécanique

Aucune trace, ici, de conflits d'allocations entre secteur industriel et secteur rural. L'eau du barrage de Pawana, un des plus grands du district, qui peut fournir jusqu'à 80 000 m³ par jour, est entièrement dévolue à la croissance de l'industrie automobile et mécanique qui fait de Pune le « Détroit indien ».

Bajaj, le 3^e constructeur mondial de motos, et Mahindra & Mahindra, connu pour ses 4x4, sont installés ici depuis 1997. Volkswagen, puis Mercedes Benz les ont rejoints en 2008. 3 500 entreprises, dont une noria de sous-traitants, y prospèrent. Bientôt, elles seront plus de 4 000.

>>>

>>> Le problème ici n'est pas la pénurie d'eau. C'est la vitesse insuffisante de la croissance des infrastructures, qui freine la dynamique du potentiel industriel. Hermann Praxl, responsable de la communication à Volkswagen, peste sur le mauvais état du réseau routier : « *Dès le lundi, nos camions de livraison peinent sur des routes congestionnées. Pour transporter des biens d'un point à l'autre, il faut deux fois plus de temps que dans d'autres pays. Il y a des améliorations, mais beaucoup trop lentes pour nos besoins.* » A la MIDC, on objecte que les routes de l'un des secteurs de Chakan ont été élargies de 3,5 mètres et que les autres pourraient l'être si besoin « *dans trois, quatre ans* ».

L'hydro-électricité peine aussi à suivre le rythme. Ici, la plupart des entreprises se voient contraintes d'arrêter la production tous les jeudis : le courant est coupé, « *pour motif de maintenance* », selon la MIDC. Seules les entreprises qui, comme Volkswagen, sont prêtes à payer une

surtaxe de 10 % bénéficient d'un approvisionnement non-stop. Shivaji Patil, superviseur de la MIDC au niveau du district, reconnaît que la croissance est allée un peu trop vite pour les infrastructures : « *Pune a besoin d'au moins dix ans pour combler ce retard et répondre aux besoins croissants de ses industries.* »

Pune a besoin de dix ans pour combler son retard.

Volkswagen, qui produit ici la Polo, la Vento, la Skoda Fabia et la Skoda Rapid, se dit prêt à patienter, et même à accroître d'ici là ses capacités : face au ralentissement du secteur automobile dans les pays développés, l'industrie allemande n'entend pas renoncer au marché indien, l'un des trois plus importants pour son avenir. Pourtant, tempère Satisk Chaudkar, l'industrie devra aussi compter avec les aléas de la mousson. « *Si elle s'avère mauvaise pendant cinq ans d'affilée, la zone de Chakan, à son tour, pourrait bien connaître une pénurie d'eau.* »

**Namrata Devikar
Sunil Dhumal
Robert Gloy**

La nouvelle niche des entreprises allemandes

Pune a connu un essor industriel remarquable depuis le début des années 1960. Le secteur de l'automobile s'y est particulièrement développé, faisant de la ville le « Detroit de l'Inde ». Des constructeurs indiens comme Tata Motors, Bajaj, Force Motor et Mahindra & Mahindra ont engendré l'installation de sous-traitants et de main-d'œuvre qualifiée.

Les sociétés internationales s'y sont nichées au fur et à mesure : aujourd'hui, la croissance du PIB est de 15 % par an. Environ 250 entreprises allemandes ont choisi Pune comme porte d'entrée sur le marché indien. Pune est ainsi la ville indienne avec la plus forte présence en sociétés allemandes. Selon la chambre de commerce et d'industrie allemande de Pune, elles apprécient la proximité du port de Mumbai (la mégapole est à 150 km), mais surtout le savoir-faire grâce à

ses nombreuses écoles d'ingénieurs, le climat modéré et l'infrastructure. Trois quarts des entreprises allemandes à Pune travaillent dans le secteur mécanique et électronique, dont 52 dans l'automobile. Avec un investissement de 518 millions d'euros, Volkswagen est le poids lourd parmi les sociétés allemandes.

Installé depuis 2008 dans la zone industrielle de Chakan, Volkswagen y fait fabriquer 130 000 voitures par an et emploie 4 000 salariés. Outre ce constructeur automobile, on trouve surtout Mercedes-Benz, MAN, Bosch et Thyssen Krupp, première grande entreprise à s'y installer il y a une vingtaine d'années. General Motors et Fiat sont également présents et confirment le statut de capitale indienne de l'automobile de la ville.

R.G.

Magarpatta cit

Le quartier privé, exempt de restrictions d'eau, séduit les entreprises.

MAGARPATTA, MAHARASHTRA

A Pune, selon que l'on habite au centre ville ou sur les collines, dans les quartiers pauvres ou dans le camp militaire, personne n'est égal devant la sécheresse. Mais la végétation luxuriante du quartier privé de Magarpatta city, qui accueille une cinquantaine d'entreprises high-tech, tranche plus qu'ailleurs. Dans le parc verdoyant de 14 hectares, au cœur de cette communauté fermée, des lycéennes révisent leurs examens. Plus loin, des hommes profitent d'une sieste à l'ombre, sans se formaliser des chants patriotiques diffusés par les hauts parleurs.

Les fermiers devenus promoteurs immobiliers

Au début des années 1980, près de 150 familles de fermiers s'unissent pour devancer l'expansion urbaine menaçante de Pune. Elles rassemblent leurs parcelles pour former l'actif d'une société foncière et immobilière, la Magarpatta Township Development and Construction Company Ltd, et montent un projet ambitieux : construire un quartier d'affaires ultra-moderne pour y attirer le fleuron de l'économie indienne et internationale.

La société négocie avec l'État du Maharashtra pour disposer d'une zone économique spéciale (ZES), un statut fiscal exemptant les entreprises de taxes et des restrictions d'eau qui touchent les autres quartiers. Premières visées, les sociétés de sous-traitance spécialisées dans l'informatique et les centres d'appels, travaillant avec des partenaires occidentaux qui exigent le zéro faute, à commencer par un apport fiable et continu en eau et en électricité. Satish Magar, à la



La cyber-cité accueille résidences et entreprises high-tech.

© Thibault Prévost/Cuej

cy, le paradis bleu



Le rêve brisé de Gurgaon

Ce projet immobilier luxueux a pâti d'un développement anarchique.

GURGAON, ETAT DE L'HARYANA

« Direction le futur », scande l'immense panneau publicitaire le long de l'autoroute desservant Gurgaon, la cité nouvelle aux faux-air de Manhattan. Sortie de terre il y a plus de 20 ans, la ville est passée de quelques milliers à 1,8 million d'habitants. La promesse d'une ville offrant toutes les infrastructures et le confort occidental a attiré les sièges d'entreprises comme Nokia, Motorola et Nestlé et des dizaines de milliers de fortunés. Tous fuyant une New Delhi, congestionnée par le trafic et les pénuries d'eau.

A Gurgaon, l'eau coulerait 24 heures sur 24 dans des appartements de standing situés dans des complexes immobiliers aux noms évocateurs, « Bervely Park », « Luxuary Life »... Une ville symbolisant l'Inde émergente prête à faire le grand bon dans la société de consommation.

La ville a perdu de sa splendeur

La ville, construite par le leader indien de l'immobilier DLF Limited, a grandi sans plan de développement. Aujourd'hui, elle a perdu de sa splendeur. Selon un rapport du Centre pour la science et l'environnement (CSE), la cité « se noie dans ses excréments ». Face à la croissance exponentielle de la population, elle n'arrive plus à faire face à l'augmentation des eaux usées. 78 % finissent dans les rivières, lacs et sous-sols.

Avec une consommation en constante croissance, la population utilise 324 millions de litres d'eau par jour. Une demande que n'arrive plus à couvrir le réseau de distribution, ce qui entraîne des pénuries hebdomadaires. Les promoteurs immobiliers n'hésitent plus à puiser l'eau dans les sous-sols pour alimenter leurs immeubles résidentiels. Le CSE estime à 30 000 le nombre de puits illégaux dans Gurgaon. Une situation qui fait baisser le niveau de la nappe phréatique d'un mètre par an.

Un échec qui agace le directeur de l'Office de distribution de l'eau de Gurgaon : « Nous sommes en capacité d'assurer l'augmentation de la consommation ! »

Dans un rapport sur l'urbanisation de l'Inde, la WWF dénonce le manque de planification à l'origine de l'échec des villes nouvelles développées avec des infrastructures « féodales ». Leur gestion par les promoteurs immobiliers et l'absence de supervision de l'État sont aussi pointées du doigt. Un membre de la commission de planification du gouvernement indien ne mâche pas ses mots : « Les îlots de luxe cachent l'effondrement de l'autorité publique. » La ville est passée du symbole de l'Inde moderne à celui de ses handicaps.

Shahnawaz Alam
Geoffrey Livolsi

tête de l'opération, s'oriente vers des bâtiments passifs et des infrastructures à haute efficacité environnementale. Les eaux usées sont intégralement retraitées pour être utilisées dans l'irrigation. En cas de rupture d'approvisionnement en eau potable, un mini centre d'épuration permet de nettoyer l'eau de la nappe phréatique, pompée dans l'un des huit puits du quartier.

Outre les tours verre et acier de la cyberville, 8 000 résidences ont été construites pour accueillir, entre autres, ses salariés. Tout a été conçu pour satisfaire leurs besoins à proximité : école, épiceries, équipements sportifs...

Calme et sécurité

« L'avantage de la vie à Magarpatta, c'est qu'elle supprime les problèmes basiques, comme devoir se lever tôt pour faire des provisions d'eau. Mais ce que l'on recherche en venant habiter ici, ce n'est pas tant les services que le calme et la sécurité », assure Jash, un ingénieur de 29 ans venu s'installer à

Magarpatta city en octobre. Hormis les aller-retours quotidiens qui le mènent à son travail, il ne quitte presque plus le quartier. « J'ai déjà passé deux-trois mois sans voir une seule fois la ville, je ne supporte plus "l'extérieur" : le trafic, la pollution, le désordre. » Près de 40 000 personnes habitent désormais ce ghetto vert.

Des employés des 48 entreprises du site, des étudiants, des femmes célibataires et des militaires

retraités.

A Bangalore, la « silicon valley » du high-tech indien, l'outsourcing informatique montre des signes de ralentissement, avec la relocalisation dans les pays occidentaux de certaines activités. Pas de quoi faire sourciller Manik Sharma, le vice président de la société qui administre le quartier : « Toutes les entreprises sont locataires. Si un secteur ralentit ou s'écroule, d'autres prendront le relais. »

Lorraine Kihl
Thibault Prévost

40 000 personnes habitent désormais ce ghetto vert.



La canne à sucre, une filière en morceaux

Grand consommateur d'eau, le secteur sucrier encadré par l'État s'épuise. Le privé prend le dessus.

SATARA ET PUNE, ÉTAT DU MAHARASHTRA

Un défilé de charrettes à buffles, tracteurs et camions, surchargés de cannes fraîchement coupées converge vers les portes de Sahyadri, la plus grande sucrerie coopérative du district de Satara, au sud de Pune. C'est la dernière livraison avant la clôture de la saison, le 12 mai.

Plus loin, sous une chaleur accablante, les coupeurs de canne s'entassent dans des huttes de boue et de tiges de cannes séchées. Ils seraient 12 000 dans cet immense camp qui jouxte la sucrerie. A Sahyadri, ils ont trouvé un abri temporaire, avec eau et de quoi se nourrir. Cette année, les exilés de la sécheresse s'ajoutent au lot des saisonniers. « Nous sommes venus ici pour essayer de vivre, raconte cette famille de paysans venue de Beed, après sept heures de voyage. Dans notre village, il n'y a plus de travail, plus d'eau potable. »

Jusqu'à la fin des années 1990, l'État indien a monopolisé toute la filière, planifiant la production et fixant les prix, même si plusieurs lois sont venues la libéraliser depuis.

En haut, devant la coopérative, les tracteurs attendent de décharger la canne à sucre.

En bas, un champ irrigué par sillons.

© Emilie Jéhanno/Cuej



Créée en 1975, la sucrerie coopérative Sahyadri s'étend sur 35 000 hectares partagés entre 3 500 petits paysans actionnaires. Élu tous les cinq ans, son bureau des directeurs gère les actifs collectifs et décide des investissements. C'est le modèle dominant dans le Maharashtra : 168 usines sur un total de 234 sont des coopératives.

Mais ces élections sont souvent gangrénées par la corruption et le clientélisme. Les sucreries constituent un levier politique essentiel pour rassembler les électeurs dans un État où plus de la moitié des habitants vivent en zone rurale. Sur les 40 ministres du gouvernement du Maharashtra, 22 possèdent ou dirigent une sucrerie, coopérative ou privée.

Culture du paresseux

La canne emploie 10 % de la population de cet État. Elle demande peu de travail, sauf au moment du repiquage. Deux visites par semaine suffisent pour vérifier la pousse et ouvrir les vannes d'irrigation. Ces facilités et l'envolée du cours des matières premières au

début des années 2000 expliquent l'explosion de la production ces dix dernières années.

Depuis le premier boom des années 1970 suscité par la révolution verte, la production a quadruplé. Elle atteint maintenant 80 millions de tonnes dans le Maharashtra, soit un tiers de la production indienne. Mais la soif inextinguible de ces plantations épuise les réserves en eau allouées à l'agriculture. Les champs de canne représentent 16 % des terres irriguées

du Maharashtra, mais engloutissent 76 % de l'eau destinée à l'irrigation, selon un rapport de l'ONG South Asian Network for Dams, River and People, publié en mars 2013. Le même rapport signale que 79,5 % de cette production est concentrée dans les districts les plus exposés à la sécheresse. L'importance économique de la canne à sucre ne suffit plus à justifier ce gaspillage.

Ruissellement et évaporation

Plus de 90 % des plantations sont irriguées de façon rudimentaire. Les exploitants profitent des 6 à 8 heures par jour où ils disposent d'une électricité largement subventionnée, pour pomper le maximum d'eau depuis le point le plus proche - rivière, canal ou nappe phréatique -, et la déverser dans les champs. Cette technique est très gourmande en or bleu, occasionnant jusqu'à 50 % de perte par infiltration, ruissellement et évaporation.

L'irrigation au goutte-à-goutte, bien plus économe fait l'objet d'une large publicité. Mais elle requiert des investissements conséquents. Le Maharashtra propose bien des subventions partielles, mais elles ne sont versées qu'une fois le goutte-à-goutte installé. Pour s'équiper, les paysans des coopératives doivent emprunter en gageant leur terre. Beaucoup d'entre eux ne peuvent se le permettre.

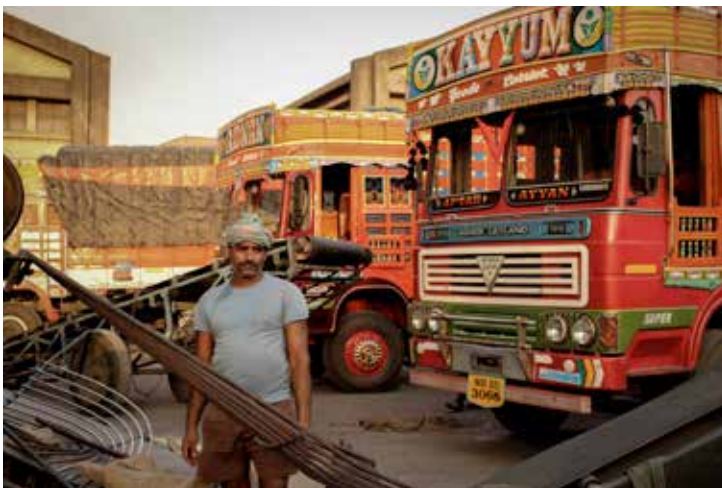
Depuis le milieu des années 2000, le secteur coopératif est entré dans une crise profonde, dont la sécheresse actuelle n'est que l'un des révélateurs. Productivité défallante, sureffectifs, mauvaise gestion voire corruption, les petits producteurs trinquent en première ligne.

Révolte des paysans

Chaque année, le prix de la tonne de canne fait l'objet d'âpres négociations. Le Maharashtra, actionnaire minoritaire, contrôle encore les prix du sucre raffiné via des quotas. Les tractations tournent parfois à la révolte comme en novembre, dans l'ouest, où deux paysans ont trouvé la mort lors d'affrontements avec la police.

Les manifestants réclamaient 4 500 roupies par tonne de canne, quand l'Etat ne garantissait qu'un prix plancher de 2 150 roupies. Loin du prix de marché pour Vinay Hardikan, membre du Sankh Shetkary Sanghatana, une organisation libérale de défense des paysans : « *A cause de l'encadrement du prix du sucre et de leur mauvaise gestion, beaucoup de coopératives font face à d'importants déficits. Pour regagner des marges et faire pression sur les prix d'achat certains de nos adhérents vendent leur production à perte depuis plusieurs années.* »

Les exploitants-actionnaires doivent aussi régulièrement faire face à des arriérés de paiement. Un procédé très pénalisant quand l'inflation avoisine les 10 % : « *Cette année, confirme Santosh Boba, cultivateur à Daund, nous devons attendre plu-*



sieurs mois avant de recevoir la totalité du solde. » Pour lui, le salut pourrait venir de l'industrie privée, même s'il s'en méfie.

Les anciennes coopératives rachetées

Construite en 2009, la rutilante Daund Sugar Ltd, entreprise privée, a affiché un bénéfice de près de 20 % en 2012, quand la coopérative voisine est endettée à hauteur de 40 millions de roupies.

Pour attirer les déçus du système coopératif, son propriétaire, Veerdharal Jagdale-Patil, ancien maire de Daund et ancien membre du parlement du Maharashtra fournit gratuitement les semences, finance engrais et pesticides ainsi que l'installation de la micro-irrigation.

Libérées des pesanteurs bureaucratiques, moins contraintes en matière de prix, les usines privées gagnent du terrain. Autorisées seulement depuis 1998 dans le Maharashtra, elles n'étaient que 13 en 2001. Elles sont 66 en 2013. Un tiers d'entre elles sont d'anciennes coopératives, rachetées après avoir fait faillite. La gestion rationnelle de l'eau est peut-être à ce prix.

Vincent Di Grande
Emilie Jéhanno

En haut,
le sucre est chargé dans les camions. En Inde, la production est surtout destinée au marché intérieur.

En bas,
cette famille venue de Beed a emprunté 7000 roupies pour venir travailler à Sahyadri.

© Emilie Jéhanno/
Cuej

Débrouille, entraide et corruption

Les habitants de ces quartiers les plus défavorisés ont recours au système D pour assurer leurs besoins vitaux.

ETAT DE DELHI

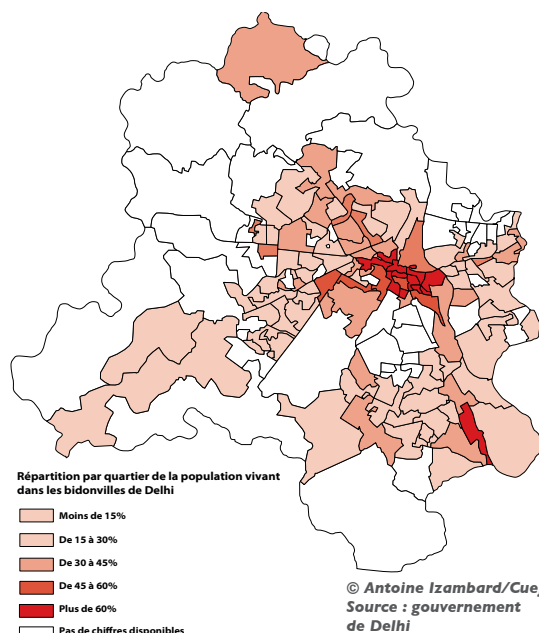
Dans ce bidonville du sud de Delhi, connu sous le nom d'Indira Gandhi Camp, les enfants jouent pieds nus parmi un amas d'ordures, qui recouvre une canalisation large d'une dizaine de mètres. Les cochons se nourrissent des déchets, situés en contre-bas du camp. L'odeur des ordures sévit déjà à une centaine de mètres, accentuée par les 45 degrés de l'été delhiite.

Sept cents familles occupent la colline. Au pied de celle-ci, le long de l'égout à ciel ouvert, une vingtaine de personnes originaires du Bangladesh sont privées d'eau. Dans le reste de ce campement illégal, les autres habitants ont accès à l'eau, via des canalisations installées par la municipalité, à l'instar de la majorité des 860 bidonvilles de la capitale indienne. Dans le sud de Delhi, ils sont 800 000 à vivre dans ces baraquements de fortune, et 2,5 millions sur l'ensemble de la capitale.

Les premiers compteurs d'eau

Dagshree, 65 ans, vit à côté de l'égout depuis plus de 40 ans. « Parfois, la nuit, nous essayons d'aller voler de l'eau aux maisons situées plus haut, mais nous avons peur qu'il viennent nous battre. » Il lui arrive

860 bidonvilles répertoriés



>2012-2017<

LES OBJECTIFS DU 12^e PLAN

« Droit de propriété » accordé aux habitants des bidonvilles.

Affectation d'au moins 25 % du budget municipal pour les populations pauvres en milieu urbain.

Les formes d'habitat à Delhi

La catégorisation de l'habitat tient compte du régime de propriété foncière, de la conformité avec les normes d'urbanisme et des conditions sanitaires générales.

Les villages ruraux et urbains sont situés à la périphérie de l'agglomération de Delhi qui appartient au NCT (National Capital Territory).

Les *slums clusters* ou *Jhuggi-Jopri* (JJ) *clusters* sont des quartiers caractérisés par l'occupation illégale par les résidents de terrains publics ou privés. Une grande majorité des JJ *clusters* de Delhi sont situés sur des terrains appartenant à l'Etat ou la municipalité. Ils sont approvisionnés en eau par le DJB.

Les *slums designated area* sont des quartiers d'occupation légale définis comme « *slums* » en raison de l'insalubrité. La vieille ville de Delhi, qui héberge plus de 2 millions d'habitants,

représente l'essentiel de cette catégorie d'habitat.

Les *resettlement colonies* ont été développées pour reloger les habitants expulsés lors des programmes de démolition des JJ *clusters*. Situés dans la plupart des cas à la périphérie de la ville, ces quartiers ne sont souvent pas desservis par les services de base malgré leur statut légal.

Les *unauthorised colonies* sont situées sur des terres divisées de manière illégale en lotissements. La propriété foncière bénéficie d'un statut légal ou quasi-légal. Les habitants de ces quartiers ne sont pas sujets à un risque d'expulsion ou de démolition comme les résidents des quartiers illégaux, mais leur accès aux services fait l'objet d'une négociation avec les autorités.

G.L

de marcher entre 500 mètres et un kilomètre, chargé de bidons, pour trouver de l'eau.

Le chef autoproclamé de ce bidonville, et sûrement l'un des résidents les plus riches, comme en témoignent son smartphone, la taille de sa montre et sa maison cossue, a décidé d'installer des compteurs d'eau dans chacune des 140 maisons du campement. Il assure que même les maisons qui sont totalement dépourvues d'approvisionnement – et sont par ailleurs promises à la démolition – seront concernées. « J'espère que les compteurs seront posés d'ici à deux mois, explique Subhkant Kamat. Si tout fonctionne, notre camp sera le premier à Delhi à avoir des compteurs. » Chaque habitation du bidonville va être reliée au réseau de canalisation afin de pouvoir installer ces compteurs. Pour le chef, ces derniers n'ont que des avantages. « Actuellement, nous avons l'eau gratuitement et donc personne n'écoute nos problèmes. Une fois que nous payerons l'eau, les responsables devront nous écouter. En plus, les compteurs vont mettre fin au gaspillage. » Et Subhkant Kamat espère ainsi éviter les coupures qui touchent fréquemment sa maison. L'avantage du projet, c'est de fournir de l'eau à tout le monde ; la contrepartie, c'est de rendre payant un bien aujourd'hui gratuit. « Moi, je ne crois pas Sub-

on, le quotidien des bidonvilles



En haut, le Jawaharlal Nehru camp, melting-pot de 3 000 habitants. En bas, le camp hindou de Barapulla, 2 500 habitants.

Hkant Kamalt, explique Seema, qui travaille comme bonne dans le quartier aisé, de l'autre côté de la route. Il vient de temps en temps nous voir, mais à la fin, tout est fait pour les gens du haut de la colline. » « Cela a surtout pour but de nous contraindre à utiliser moins d'eau, il est de mèche avec les politiques », abonde Mamta.

« Si nous avons de l'eau de qualité, je suis prête à payer quelques roupies de plus, positive Dasghree. Ici, les familles gagnent en moyenne 6 000 à 7 000 roupies par mois (ce qui les place sous le seuil de pauvreté ndlr). Après tout, cela vaudra bien tout le mal que nous subissons chaque jour. »

Des ruptures d'approvisionnement

A deux kilomètres de là, en contre-bas d'un boulevard en permanence embouteillé, la rue principale du bidonville de Barapulla échappe aux regards. On aperçoit d'abord les enfants qui trient les ordures, à la recherche d'objets à recycler et à revendre. Ici, les maisons sont en dur, les murs peints en bleu. Les habitants, tous hindous, ont fait construire un >>>





Selon le Center for Global Development Research, 14% de la population de Delhi vit dans des bidonvilles.

>>> temple et une école où sont scolarisés les plus jeunes. Des canalisations courent le long des maisons. Au milieu de la grande rue, des jeunes filles viennent remplir leurs seaux d'eau grâce à un robinet commun. L'eau a été livrée le matin par le camion-citerne du Delhi Jal Board (DJB), l'organisme municipal chargé de la distribution d'eau, comme dans la majorité des bidonvilles de la ville. Les livraisons sont toutefois irrégulières. « Il arrive que nous n'ayons pas d'eau pendant trois jours, raconte un résident, qui se protège de la chaleur en s'abritant le long de sa maison. Cela arrive quand le DJB nettoie ses camions. Nous allons alors nous approvisionner dans le quartier riche qui est en face. » Et quand un problème majeur apparaît, les quelque 2500 habitants se tournent vers le chef du lieu, un homme âgé de 55 ans, choisi pour son expérience. Monsieur Murgesh est arrivé parmi les premiers en 1979 de Chennai (Madras), au sud de l'Inde. Son autorité, assise depuis longtemps, n'est pas contestée, d'autant que l'homme a créé des liens avec les hommes politiques locaux. Ces derniers, essentiels pour résoudre les problèmes de la vie quotidienne des habitants, tels que l'accès à l'eau, sont élus dans chaque quartier de l'État de Delhi et font partie de l'Assemblée législative.

A Barapulla camp, la voie de chemin de fer fait office de sanitaires.

« Quand l'eau vient à manquer, ces hommes politiques nous aident, explique le chef. Quand on se plaint, ils envoient des camions-citernes. Et tous les 20 jours les employés du DJB distribuent des pastilles de chlorure pour nettoyer l'eau. » Il y a bien des pancartes dans le bidonville pour expliquer l'usage de ces pastilles, beaucoup d'habitants ne s'en servent pas. « Nous avons peur qu'elles nous rendent malades », explique un homme.

Dans le camp, le chef est bien seul à promouvoir l'action des hommes politiques. « Les politiques viennent une fois tous les cinq ans, à la veille des élections, pour obtenir des voix, dénonce Shakti Vel de l'ONG Youth Welfare Association for Tamils, qui gère notamment l'école du camp. Ils font des promesses qu'ils ne tiennent pas, et ensuite on ne les revoit plus. »

L'accès aux sanitaires fait partie des principales doléances portées par les résidents. Le bidonville n'en a jamais eus. Hommes et femmes doivent se rendre sur la ligne de chemin de fer qui court en lisière du bidonville. « Il arrive qu'il y ait des accidents. Des femmes sont mortes », emportées par le train. Selon le Center for Global Development

Research (CDR), organisme indépendant spécialisé sur les questions de développement, 26% des bidonvilles de Delhi sont privés de toilettes.

Le campement de Jamia Nagar, l'un des plus pauvres de la capitale, en est lui aussi dépourvu. « *On ne risque pas d'en avoir puisque l'on change chaque année de campement* », glisse l'un des 200 habitants. Originaires pour la plupart d'Uttar Pradesh, un Etat du Nord du pays, les hommes travaillent d'octobre à juin dans les métiers du bâtiment, puis repartent dans leur région au moment de la mousson. Quatre immeubles en construction bornent le campement où se serrent une trentaine de bicoques en tôle. Derrière un talus, à quelques mètres d'un baraquement, la dépouille d'un cycle Peugeot des années 1950 jonche le sol. « *On a de la chance d'avoir trouvé ce site qui permet d'avoir de l'eau facilement* », lâche Aakash, 24 ans. Chaque jour, femmes et enfants s'approvisionnent en eau potable grâce à un camion-citerne délivré par le DJB dans les locaux d'une université voisine. Une pompe est également mise à disposition, à quelques mètres des habitations, par le patron de l'entreprise de construction qui emploie la plupart des hommes du campement. Il s'agit du véritable chef du bidonville. « *Nous n'avons pas de chef parmi les habitants et comme nous sommes itinérants, nous dépendons beaucoup du patron qui nous emploie* », précise un résident. C'est lui qui va notamment être chargé de négocier avec le DJB si les camions-citernes ne sont plus approvisionnés en eau. C'est aussi vers lui que vont se tourner les gens en cas de problème.

Le pouvoir des chefs des bidonvilles tend à se renforcer en fonction de l'appartenance des habitants à telle ou telle caste, même si les discriminations fondées sur celles-ci sont interdites par la Constitution. Selon le CDR, 47% des personnes vivant dans les bidonvilles de New Delhi sont des dalits (« *intouchables* »). A Jamia Nagar, ces derniers représentent même près de 80% de la population. « *Les chefs s'octroient plus de pouvoir quand la population est en majorité dalit, ce qui les conduit à prendre toutes les décisions et à réduire les habitants à des assistés* », appuie Rajesh Kumar, directeur de l'une des principales ONG de New Delhi, spécialisée dans l'extrême-pauvreté.

Les télévisions du Nehru Camp

Certains bidonvilles, comme le Jawaharlal Nehru Camp, sont plus anarchiques. Ce campement de 3000 habitants est un melting-pot géant rassemblant les communautés hindous, musulmanes et sikhs. Selon le CDR, 87% des habitants des bidonvilles de Delhi sont hindous et 12% sont musulmans. Avec ses venelles obscures qui s'entrelacent autour d'habitations en ciment gris, le Nehru Camp, deux hectares, fait partie des bidonvilles aisés de Delhi. La plupart des maisons sont équipées d'écrans de télévision et chaque



La majorité des habitations de fortune se situe dans l'ouest et le sud de Delhi.

© Thibaud Métais/
Aude Malaret/
Mathilde Cousin/
Clémence
Mermillod/ Antoine
Izambard/Cuej

jour le DJB approvisionne le campement en eau potable. Mais l'irrégularité des livraisons et la forte demande en eau sont une source de tension entre les habitants. « *Il arrive souvent qu'on se batte entre nous pour récupérer l'eau* », explique un jeune homme de 25 ans, le bras en écharpe après une bagarre liée à une livraison d'eau potable. S'agissant du raccordement des maisons au réseau d'eau, il appartient à chaque habitant

de contacter le DJB, alors que les Delhiites ont pour habitude de se regrouper en associations de quartier pour défendre leurs intérêts auprès des autorités. « *C'est un peu épuisant, lâche un habitant. C'est à nous de tout faire dès qu'il y a un problème dans le quartier.* »

Mathilde Cousin, Etienne Grelet, Antoine Izambard, Smriti Singh



L'insalubrité, un fléau pour la m

Sans accès aux médicaments les plus efficaces, les populations les plus pauvres sont les premières victimes des infections dues aux eaux souillées.

ÉTAT DE DELHI

Dans les années 1980, Nafisa Nisa, 62 ans aujourd'hui, quitte son village de l'Uttar Pradesh pour Delhi, où elle espère trouver du travail comme couturière. Elle emménage rapidement dans le bidonville hindou et musulman de Govindpuri. Dans les habitations en briques de cette communauté de 100 000 habitants, l'eau courante n'existe pas. Chaque jour, cette mère de quatre enfants se rend au temple voisin, « *les bras chargés de cinq ou six bidons* », pour collecter de l'eau. Pendant cinq ans, Nafisa Nisa ramène chez elle son fardeau, bidon par bidon. Elle souffre d'un mal de dos, et malgré les médicaments, son état ne s'améliore pas. Ses propres baumes soulagent un peu ses souffrances, mais c'est seulement avec le raccordement à l'eau courante en 1985 que les douleurs diminuent.

12% des décès d'enfants causés par la diarrhée

De l'eau à domicile, certes, mais de l'eau impure la plupart du temps. Saletés, mauvaises odeurs, et même parfois vers arrivent au robinet. Utilisée pour boire, faire la cuisine, la lessive et se laver, l'eau transmet des maladies, notamment diarrhées et infections, dont les femmes et les enfants sont les premières victimes.

En Inde, la diarrhée est responsable de 12 % des décès d'enfants, une maladie qui affecte principalement les petits de moins de cinq ans, avec une mortalité plus importante avant deux ans. L'une des causes de diarrhée, le rotavirus, cause chaque année l'hospitalisation de 884 000 enfants en Inde (un coût pour le pays estimé à 3,4 milliards de roupies -55 millions d'euros-). Et près de 100 000 d'entre eux en meurent.



Dans cette maison du bidonville de Govindpuri, l'eau qui arrive par le robinet contient parfois des impuretés, voire des vers.

© Aude Malaret/Cuej

La population indienne est la plus touchée au monde avec 386 000 décès par an causés par la diarrhée, devant le Nigeria (151 000), la République Démocratique du Congo (90 000), l'Afghanistan (82 000) et l'Éthiopie (73 000), selon le Plan d'action mondial intégré pour prévenir et combattre la pneumonie et la diarrhée, les deux principales causes de la mortalité

infantile, dévoilé conjointement par l'OMS et l'Unicef le 12 avril. L'insalubrité de l'eau, un assainissement insuffisant et un manque d'hygiène sont les causes principales de ces infections. Un quart des habitants des bidonvilles de Delhi n'ont pas accès aux installations sanitaires, les besoins étant faits en plein air. Les femmes et les jeunes filles souffrent particu-

ortalité infantile

lièrement de cette situation. Pendant leurs règles, elles mettent de côté de petites quantités d'eau dans des pots souvent sales, pour se nettoyer. Celles qui ont les moyens achètent des serviettes hygiéniques, les autres se servent de linges qu'elles lavent ensuite. Dans de nombreux bidonvilles, les eaux usées sont évacuées par des canaux à ciel ouvert.

Des accouchements à la maison et sans suivi

A Govindpuri, nombreuses sont les femmes qui évoquent le souvenir d'un enfant disparu. Mort d'une diarrhée trop sévère à cause de l'eau du bidonville. Shamshaad, le fils de Kamar Jahaan, 35 ans, est tombé malade à l'âge de 5 ans. Lorsqu'elle l'a emmené à l'hôpital, son état était trop grave pour être soigné. Il y a quelques années, cette femme était tellement malade et amaigrie que « [ses] bracelets lui glissaient des poignets ». C'est aussi souvent dans le bidonville que les enfants naissent. Certaines femmes accouchent chez elles, malgré les risques d'infections dues à un manque de soin, à une hygiène insuffisante ou à de l'eau contaminée utilisée pour net-

Des travailleurs sociaux développent la prévention auprès des femmes.

toyer leurs parties intimes. Dans quelques cas, des femmes ont été infectées par des vers transmis par l'eau, causant saignements et gonflements.

Pourtant, depuis 2005, le ministère fédéral de la santé et du bien-être de la famille indien a mis en place les ASHA (*Accredited Social Health Activist*) laissant aux *Gram Panchayat* (administrations villageoises) le soin de créer et nommer les ASHA, des « travailleurs sociaux », majoritairement des femmes, issues de la communauté où elles interviennent.

Ces ASHA ont un rôle de conseil, de prévention auprès des femmes, notamment pour les encourager à se rendre à

l'hôpital afin de bénéficier d'examen prénatal et d'un accouchement dans de bonnes conditions sanitaires.

Le privé, un sacrifice

Pour les autres soins, femmes et enfants se rendent le plus souvent dans les dispensaires ou les hôpitaux publics où les soins sont gratuits, voire chez des médecins privés. Pour l'une des habitantes, « se faire soigner dans le privé est un sacrifice, mais si les médicaments sont efficaces, c'est la seule solution ». Dans les dispensaires, les maladies liées à l'eau les plus fréquemment constatées par les médecins sont les gastro-entérites, la diarrhée, les vomissements, infections par des vers et la typhoïde.

Aude Malaret
Smriti Singh

Un nouveau vaccin indien moins cher

La majorité des cas les plus graves de diarrhée sont causés par le rotavirus, véhiculé par les matières fécales. Le 14 mai, des chercheurs indiens ont dévoilé un vaccin, le Rotavac, moins cher que ceux existant déjà. 0,7 euro la dose, alors que le même vaccin fabriqué par le groupe britannique GlaxoSmithKline ou par son concurrent américain Merck coûte environ 14

euros l'unité. Le vaccin indien est prêt à être développé et n'attend plus que l'accord du gouvernement.

Dans ce cas, le Rotavac sera fabriqué par le groupe pharmaceutique Bharat Biotech, basé à Hyderabad (sud), qui affirme avoir la capacité de produire soixante millions de doses. Chaque vaccination nécessite trois prises de gouttes.

>2012-2017<

LES OBJECTIFS DU 12^e PLAN

Développer les soins de santé.

Établir un système de couverture santé universel dans tout le pays.

L'hôpital mis au régime sec

Le fonctionnement du service hospitalier de Beed, capitale d'un district rural, est mis à mal par le manque d'eau et les fortes chaleurs.

BEED, ÉTAT DU MAHARASTRA

Une dizaine de petites camionnettes faisant office d'ambulances sont stationnées devant le grand bâtiment de trois étages au crépit ocre. Dans l'entrée bondée, des malades attendent assis à même un carrelage encroûté de crasse. La chaleur est suffoquante. L'hôpital public de Beed,

construit en 1973, manque d'un peu tout, sauf de malades. Sa capacité d'accueil est de 300 lits. Mais depuis début avril, avec le pic de la canicule, ses 40 médecins gèrent quotidiennement plus de 600 patients. L'afflux est d'abord dû aux maladies liées à la sécheresse : malaria, diarrhées, gastro-entérites, dysfonctionnements rénaux à cause de la

déshydratation... Toutes les tranches d'âge sont touchées, mais les plus fragiles restent les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Dans les salles ouvertes, les malades surnuméraires campent par terre, entre deux lits ou dans les allées centrales. Autour de chacun, le cercle de famille. Des araignées ont tissé >>>



Le gouvernement offre une couverture sociale aux plus démunis.

>>> leur toile dans les bouches d'aération, les ventilateurs sont à l'arrêt. Ce jour là, en fin de matinée, l'air conditionné est tombé en panne dans le service post-opératoire, qui lui, dispose de chambres individuelles. Par défaut de maintenance d'un matériel vieillissant, l'incident est fréquent, confirme une infirmière. Une pile de poches de perfusion attend à l'air libre, faute de place dans les frigos. L'hôpital n'en dispose que de trois. Les étagères de la pharmacie sont clairsemées : « *Nous sommes souvent contraints d'aller acheter de quoi faire face* », confesse cette infirmière qui attend l'aval du médecin pour une transfusion, une poche de sang à la main, alors que la température entre les murs avoisine les 30 degrés.

Les riches désertent

Théoriquement, l'hôpital public est ouvert à tous. Mais les plus aisés préfèrent se faire soigner dans les cliniques privées qui ont proliféré dans la ville, quitte à en payer le prix. Ici, 70 % des patients sont des agriculteurs et 10 % des journaliers urbains. Le district de Beed est l'un des plus pauvres de l'État du Maharashtra. 82 % de ses 2 585 000 habitants habitent en zone rurale. Ce sont essentiellement des familles vivant sous le seuil de pauvreté (21 000 roupies par an et par foyer) qui affluent. Depuis 2008, le gouvernement prend en charge leurs frais

d'hospitalisation à hauteur de 30 000 roupies annuelles (454 euros) pour une famille de cinq personnes. Seuls les frais de dossiers sont à la charge des familles pour un montant de 5 roupies. 70 millions d'Indiens ont, en 2012, bénéficié de cette couverture sociale pour les plus démunis.

« Ici, on s'occupe de nous »

L'hôpital est alimenté en eau par le réseau urbain mais les canalisations sont dans un tel état qu'elle est impropre à la consommation. Pour les besoins des opérations, il a fallu installer un dispositif de purification. L'eau filtrée, puis bouillie, sert à nettoyer les instruments chirurgicaux et à laver les gants en latex, qui seront réutilisés. Un robinet y est raccordé. En théorie, personnel médical, patients et familles peuvent l'utiliser. Mais selon le docteur Vishwas Gavate, il ne peut pourvoir qu'à 30 % de la demande. Alors sur le flanc gauche du bâtiment, les familles, bouteille à la main, viennent s'approvisionner en eau publique baptisée potable dans un réservoir de béton exposé en plein soleil. Mais qu'importe pour Bhimrao Ghuge Indubai. Fermier, traité pour des vomissements dus à l'ingestion d'eau infectée il a fait « *35 km en rickshaw pour venir à Beed* ». Et ne le regrette pas : « *Ici, on s'occupe de nous.* »

**Adriane Carroger
Baptiste Cogitore**

LES DAMNÉS DE LA TERRE

Les habitants des bidonvilles de Delhi souffrent de maladies liées à l'eau, à cause de leurs conditions de vie dégradées. La difficulté à accéder à des soins de qualité ainsi que les périodes de chômage compliquent encore plus leur situation sanitaire. Le gouvernement indien consacre seulement environ 1% de son PIB pour l'accès aux soins.

WRETCHED OF THE EARTH



M o h a m m e d Sharif is one of the oldest people living in the Bakshi Ka Taqiya,

a slum in the heart of New Delhi. "Swinging from one doctor's door to another has become a part of our life because my grandson is always ill. The doctors say that the problems are due to water and sanitation problem. But how can I improve the sanitation of the area all alone?" he asks, ruefully. He is one of the many slum dwellers who arrived as migrant labour in the capital many years ago. According to Urban Health Resources Centre, the urban slum dwellers have very dismal health statistics as a consequence of living in degraded environment, inaccessibility to health care and irregular employment.

In the Jawaharlal Nehru (JN) Camp, another settlement for the urban poor, most of the women suffer from uterine infections because they do not have access to clean water for bathing, during menstruation and for looking after their everyday needs.

Dr. Praveen Kumar, the Chief Medical Officer (CMO), Directorate of Health Services(DHS), Karkardooma, Delhi recounts that the three most prevalent diseases are gastro-intestinal, acute-respiratory and tuberculosis. Conditions like hypertension and diabetes have also seeped in.

According to Dr Kumar, in the government run dispensaries, almost two-thirds of patients come from slums. He explains, "*the main problem is the space crunch to set up new hospitals and the frequent migration of dwellers in and out of the city.*"

The Indian government spends around one percent of its GDP on providing healthcare facilities, forcing millions of people to struggle to get medicines. Its time for a wake up call.

Aditi Chakravarti

Lavasa, complexe de riches

La construction de cinq villes pour l'élite menace l'approvisionnement en eau des localités voisines.

LAVASA, MAHARASTRA

« **W**elcome to Lavasa. » Le garde en tenue légère tend une feuille imprimée à travers la vitre de la voiture. Un « guide du visiteur », qui explique au touriste comment se comporter dans cette ville privée. Et dont le nom, par précaution, est enregistré à l'entrée. La descente vers l'immense complexe immobilier peut débuter.

Lavasa, dans l'Etat du Maharashtra, apparaît, quelques kilomètres en contrebas de la crête, enserrée au creux de montagnes fleuries. Une route en lacets, qu'on dirait construite la veille, mène à Dasve Town, la première – et pour le moment unique – ville du territoire foncier de Lavasa. Le trafic est inexistant, quelques camions-citernes quand même et des berlines poussiéreuses. Le lac artificiel, retenu par le barrage privé, semble sur le point de déborder. Quelques immeubles colorés s'alignent sur les rives. Tout autour, des ouvriers fourmillent dans des squelettes de bâtiments. Lavasa est un gigantesque chantier à ciel ouvert, installé au cœur d'un sanctuaire végétal.

Le barrage de Dasve est vivement critiqué par les habitants de la région, qui lui reprochent d'assécher la ville de Pune, à 40 kilomètres.

© Thibault Prévost/Cuej

Maire et propriétaire

Débuté en 2004, le chantier doit faire émerger, pour 2025, la première *hill city* indienne – une station d'altitude destinée aux puissants – construite depuis l'indépendance. Mais aussi la première ville indienne entièrement gérée par une société privée, Lavasa Corporation, filiale d'Hindustan Construction Company (HCC), géant indien du bâtiment. Le « maire » de la ville, l'Américain Scot Wrighton, et son conseil municipal, ne sont pas élus ; ils sont désignés par l'entreprise. Les habitants n'ont pas leur mot à dire. Pour toute réclamation, s'adresser au service clientèle.

Répartie sur dix mille hectares de terrain, Lavasa ambitionne d'accueillir 200 000 résidents et 2 millions de touristes annuels. Un projet titanesque pour offrir à l'élite indienne un mode de vie très luxueux : golf, université, infrastructures de pointe, électricité à l'envi et eau chaude au robinet. Loin, bien loin des standards urbains du pays.

Cinq villes devraient sortir de terre. Dasve, initialement prévue pour 2010, sera terminée « début 2014 », confie un responsable de Lavasa. Sur 600 villas et 900 appartements, « 95 % des logements sont déjà acquis », nous dit-on, et la ville accueillerait déjà « 3 000 résidents ». La seconde, Mugaon, est programmée « pour 2015 ». Des trois autres villes, aucune trace pour le moment.

L'environnement menacé

Avec un projet dirigé par le magnat Ajit Gulabchand et un chantier placé au cœur d'un site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, la démesure de Lavasa est à la hauteur de la polémique qu'elle suscite. Le 25 novembre 2010, les travaux ont été suspendus après qu'une commission d'enquête a constaté plusieurs violations des lois environnementales. La construction a finalement repris en novembre 2011. Pour Vishwambhar Choudhari, mem-

bre du Mouvement national de l'alliance des peuples qui milite contre le projet, la gestion de l'eau par Lavasa, situé en amont de Pune, est un danger majeur pour les habitants de la région : « *Cette année, la sécheresse a frappé Pune, dont le barrage principal manquait d'environ 10 % d'eau. Pourtant, à Dasve, le lac, destiné au confort de quelques milliers de personnes, était plein à ras bord. Ils ont déjà construit deux réservoirs et ils veulent en construire encore huit.* » En contrebas du lac artificiel, le réservoir de Varasgaon s'est réduit à une rivière. Lavasa possède également le statut de Special Planning Authority, délivré par l'Autorité de développement urbain du Maharashtra, qui lui donne pleins pouvoirs pour aménager son territoire. Une situation sans précédent juridique en Inde. Pour le Dr Choudhari, le procédé est loin d'être transparent : « *Vous savez qui supervise Lavasa? Sharad Pawar (le ministre de l'Agriculture). Et vous savez qui est le numéro 2 de l'Etat du Maharashtra? Ajit Pawar (son neveu).* » Résultat : pour la première fois, en Inde, une société privée est dotée des mêmes droits qu'une entité publique. Et peut déjà, avant même d'être terminée, se gouverner elle-même.

Thibault Prévost



L'UN JOUE,
L'AUTRE EST
ASSOIFFÉ

Les riches Indiens de Delhi aiment fréquenter les parcs aquatiques pendant l'été. Problème, ces parcs consomment une quantité importante d'eau qui n'est pas réutilisée, alors que la capitale indienne pourrait être à court d'eau de surface dans deux ans.

Water parcs are popular during Delhi summer heatwave.

©Raphaël Badache/Cuej

WHEN ONE PLAYS AND THE OTHER IS PARCHED

Rise of temperature in Delhi is inversely proportional to the availability of water. As the summer hits its peak, more and more underprivileged people flog out-



side public water pumps in long queues to fill water. On the other hand a handful of people, rich and privileged take dips, jump, dive and enjoy rides in water parks. It is this contrast that characterises Delhi. Delhi and surrounding area called National Capital Region has seven water parks. All of these water parks are on the periphery of the area. Officials confirm that each of them have 200-1500 visitors every day. These people include school children, upper middle class families and youngsters.

Water used by each water park is up to 100 million litres everyday. According to the website of Delhi's planning department, the daily requirement of water of a person per day is calculated to be 274 litres. Thus, the amount of water used by a water park can fulfill the requirement of 3.5 hundred thousand people of

Delhi everyday.

These figures raise crucial questions about the priorities of the government.

Rs 5,000 fee for a family

Jurassic Park inn, a famous water park on GT Karnal Road gets about 1000 guests in a day. The entry fee for the park is Rs 750 per head. A back of the envelope calculation tells us that the cost for a family of four people's outing for a day would range from between Rs 5,000 to Rs 6,000. The rates are similar in parks like Splash Water Park and Just Chill Water Park. Official statistics suggest that an average income of a person in New Delhi is Rs 16,750 per month. Thus, this kind of luxury is only limited to the rich. The majority, who is poor struggles for even drinking water. Also, the amusement parks extract ground water through bore wells for their consumption.

According to the latest direc-

tive of Delhi Jal Board, digging bore wells around Delhi is not permitted. If an industry owner wants to dig bore wells then proper permission is sought for the same. Deepak Malhotra, manager at Jurassic Park Inn explains, "Installation of these devices is their duty as water conservation is a major issue."

But not all the water parks recharge the water. A source from a 12 year old water park, Splash in Delhi said, "We have circulation tanks installed for purifying water that is

used, so the water is reused but I am not very sure about underground water recharging process using water harvesting system." Thus, all the water used by them to for running the water park gets wasted and little is recharged into ground. Further the ground water table, which is already low shall fall lower thereby raising question on the availability of water in the future.

Out of water by 2015

People who visit these water parks, however, are unperturbed by this. A media researcher by profession, Dhriti Dixit says, "I love visiting water parks and recently visited 'Wonders of the World' along with my friends. I enjoy water amusement rides a lot." Delightful as it is, wastage of water is an issue for few.

Activists continue to fight a hard battle against this discrimination and favoritism for the rich.

If things will remain the same, then Delhi might run out of ground water in two years, that is by 2015, says ASSOCHAM that is Associated Chambers of Commerce and Industry, a forum for discussion of issues between business and government.

Bhanu Priya Vyas



« On ne vole l'eau de personne »

L'arrosage intensif des golfs suscite la polémique. Les joueurs défendent leur droit à exercer leur passion, héritée des Britanniques.

ETAT DE DELHI

En plein cœur de New Delhi, le *fairway* du Delhi Golf Club (DGC) serpente autour d'une végétation luxuriante parsemée de trois temples Lodhi – une dynastie musulmane d'origine afghane qui a régné sur Delhi de 1451 à 1526. Sous les cocotiers, bananiers et margousiers, le calme règne. « *C'est le plus beau golf dans lequel j'ai joué* », lance Manmohan, 80 ans, membre du club depuis 1961, qui dispute chaque année une dizaine de tournois à travers le monde.

100 000 litres d'eau utilisés chaque jour

Ce parc de 90 hectares a été fondé quatre ans après l'indépendance, sur les vestiges du golf municipal de Delhi, créé dans les années 1930 par l'Empire britannique. Le golf, qui avec le cricket fait partie des legs importants de l'ancien empire colonial, est une activité contestée. Plusieurs associations et ONG militent depuis une vingtaine d'années pour limiter la pratique de ces sports britanniques qui consomment beaucoup d'eau dans un pays où 20 millions de personnes en manquent. « *Utiliser autant d'eau peut paraître choquant dans une ville comme Delhi*, explique Shazar, un médecin membre du DGC depuis 14 ans. *Mais il faut arrêter avec cette mode qui consiste à présenter les golfs comme de grands gaspilleurs. On ne vole l'eau de personne. Quant au climat, il est bien sûr plus rude ici qu'en Grande-Bretagne, mais cela implique-t-il de priver les Indiens d'un de leur sport fétiche ?* »

Arrosé quotidiennement et disposant d'une grande piscine extérieure, le DGC consomme 100 000 litres d'eau chaque jour. L'eau utilisée par le club provient des stations d'épuration de la Yamuna. Stockée dans

un bassin jouxtant le parcours, celle-ci est ensuite filtrée avant d'être utilisée pour arroser les pelouses.

18 à 28 ans d'attente pour intégrer le club

Le DGC est chaque année le théâtre de l'un des plus grands tournois internationaux de golf. Dans ses allées ouatées aux allures de country club, bordées de panneaux publicitaires Rolex, on parle plus volontiers anglais qu'hindi. Le lieu mêle l'élite de la capitale : avocats, hommes d'affaires, médecins, mais surtout des fonctionnaires du gouvernement fédéral de Delhi. Ces derniers représentent la moitié des membres du club. « *On se retrouve pour parler affaires entre gentlemen*, explique l'un d'eux. *Le cadre est idéal et la nourriture est la meilleure de toute la ville.* » « *Il n'y a jamais de différends dans ce club qui est très bien dirigé, ce qui n'est pas le cas dans d'autres golfs indiens* », abonde un autre.

Tout cela a un prix. Intégrer le DGC prend en moyenne 18 ans pour ceux qui travaillent pour le gouvernement fédéral et 28 ans pour les autres. « *Il faut aussi attendre entre 15 et 20 ans avant de pouvoir bénéficier de tous les privilèges du club, c'est-à-dire jouer sur n'importe quel terrain y compris le week-end* », ajoute Sony, 63 ans, qui a intégré le club il y a douze ans. Chaque membre doit aussi s'acquitter d'une cotisation de

2 000 roupies par mois.

Afin de rajeunir sa clientèle, le DGC joue aussi la carte de la transmission

familiale : les membres peuvent venir « *putter* » en famille, gratuitement. Shreyan, 15 ans, vient ainsi jouer plusieurs fois par semaine au parc. Fils d'un membre du club (lui-même initié par sa famille dans les années 1950), il espère un jour marcher dans les pas de son idole Jeev Milkha Singh, le golfeur numéro 1 du pays.

Raphaël Badache, Antoine Izambard, Bhanu Priya Vyas

Pour venir jouer quelques balles, chaque membre doit s'acquitter d'une cotisation mensuelle de 2000 roupies.

© Antoine Izambard/Cuej



Pêcheurs sous perfusion

Une petite communauté se maintient grâce à l'aide du gouvernement de Delhi, qui injecte des poissons dans la rivière Yamuna.

ETAT DE DELHI

Il est 18 heures à Jagat Puri, au bord de la Yamuna, rivière qui traverse Delhi et Agra, avant de se jeter dans le Gange à Allâhâbad. Une heure avant la tombée de la nuit, une douzaine de pêcheurs s'activent pour étendre leurs filets au bord de la rivière.

Les eaux polluées qui traversent la ville ne permettent à aucune espèce aquatique de survivre. Pourtant, les pêcheurs le savent, ici, en amont de Delhi, ils parviendront, comme tous les jours, à coincer dans leurs mailles quelques kilos de poissons.

Les rares communautés de pêcheurs qui subsistent aujourd'hui doivent ce miracle au gouvernement de Delhi, qui injecte chaque année plusieurs milliers de tonnes de poisson dans la rivière. Plusieurs sites d'aquaculture sont installés à travers la ville pour permettre la reproduction de poissons, importés du Bengale. Sept cent mille tonnes de poissons piqués aux hormones sortent chaque année de ces petits

bassins d'élevages. « Une fois que l'eau de la Yamuna a traversé Delhi, elle est complètement polluée », explique M. D.P. Upadhyay, directeur adjoint du département pêche de Delhi. « Le fait de maintenir la présence de poissons permet aux pêcheurs de survivre mais surtout cela protège l'écosystème », assure-t-il.

Plus que trois espèces de poisson

L'opération, coûteuse, n'est amortie que dans de faibles proportions par l'achat par les pêcheurs professionnels d'une licence annuelle (300 roupies). « On est un des seuls départements qui génèrent une rentrée d'argent, mais notre but n'est pas de faire du profit », poursuit le directeur adjoint.

Du côté des pêcheurs, la situation ne choque personne. « Il faut que l'Etat continue à réduire la pollution. Nous avons besoin de son aide », lâche Ranam, dans un sourire résigné. Autour de lui, les gobelets de thé des pêcheurs gisent sur le sol, parmi les ordures jetées au bord de l'eau.



Les pêcheurs espèrent que leurs enfants deviendront fonctionnaires.

© Anna Cuxac/Cuej

A 45 ans, Ramam n'est jamais allé à l'école. Il a appris la pêche à l'âge de cinq ans, avec son père, comme le veut la tradition Mallah. Aujourd'hui, il a conscience que sans l'action gouvernementale, il ne pourrait continuer son activité. *« Je suis inquiet pour l'avenir de ma communauté. L'eau est de plus en plus polluée. Depuis que je pêche, le nombre de poissons a diminué de moitié. »* Des sept variétés de poissons autrefois présentes dans la Yamuna, il n'en reste aujourd'hui que trois, injectées par les services administratifs.

Short bleu, corps sec mais costaud, œil rieur, Ramam participe avec les autres à la récolte des « offrandes » : poser puis relever les filets prend six heures par jour. Comme ses amis pêcheurs, il vit au milieu de la rivière, là où la communauté, composée d'une trentaine de personnes, s'est bâti quelques habitations de fortune parmi les hautes herbes.

La mousson propice à la pêche

Chacun réussit à gagner en moyenne entre cinq et six mille roupies par mois de la vente des poissons. *« Je gagne plus que mon père parce que les poissons sont de plus en plus rares, donc leur*

prix augmente », confie Ramam.

Un revenu qui varie en fonction de la saison, la pêche étant plus propice pendant la mousson, de juillet à octobre, période qui correspond à l'injection des poissons dans la rivière. D'autres pêcheurs arrivent d'ailleurs des villes alentours pour profiter de l'afflux de poissons, et repartent une fois la saison passée. Environ 300 licences professionnelles sont vendues chaque année à Delhi, alors que le nombre de pêcheurs qui exercent toute l'année se limite à une cinquantaine.

A Jagat Puri, sur les 30 pêcheurs de la communauté, 15 abandonnent leurs filets à la saison morte. Ramam est l'un d'entre eux. Le guidon d'un rickshaw remplace alors ses rames. *« Ce n'est pas une question de salaire, je gagne mieux ma vie en pratiquant la pêche et j'adore ce métier. Mais l'hiver, il n'y a plus de poissons et l'eau est trop froide. »* Il quitte alors son habitation de la Yamuna, pour rejoindre le bidonville où vit avec son épouse, à 25 kilomètres. Ses trois enfants - une fille de 20 ans, et deux fils de 16 ans et 13 ans -, y ont grandi. *« Les garçons vont à l'école. Je suis content et fier qu'ils puissent étudier et je ne souhaite pas qu'ils suivent ma voie. »* Comme beaucoup d'Indiens, Ramam espère que ses enfants deviendront un jour « fonctionnaires », pour la sécurité de l'emploi et la reconnaissance sociale. Il sait surtout que l'avenir de sa communauté est tout aussi gris que le brouillard épais et pollué qui a recouvert la Yamuna.

Anna Cuxac, Mohnish Sinha,
Quentin Thomas

SALE AFFAIRE POUR LES BLANCHISSEURS

Une communauté de 200 blanchisseurs, appartenant à la caste musulmane la plus basse, lave le linge des restaurants et des hôtels de Delhi. Les conditions de travail sont dangereuses pour les Kassars qui manipulent du linge souillé des hôpitaux, ainsi que de la soude et de l'acide. Les enfants aident leurs parents dans ce travail harassant.

DIRTY LINEN IN PUBLIC LAUNDRY



“My peers at school often make fun of my family name, I don't want to use it anymore,” says fifteen year old Mehraj.

Situated at a stone's throw distance from the chaos of densely populated Batla House area in the south-east of New Delhi, an open launderette, on the banks of the river Yamuna, provides livelihood to more than 200 people belonging to Kassars, the lower caste Muslims.

Mehraj, 15, and his friend Waqar, 14, are Kassars. This community's traditional occupation was washermen/women. The low socio-economic background of this community invites prejudices and stigma. This is what embarrasses young boys like Mehraj.

Waqar is helping his parents to earn more and save money for his education. *“I arrive here early in the morning and work till noon as my school starts at 12:30 in the afternoon,”* he says.

“Everyone in the family wants him to become an actor” says his father Mohammed Taufiq Kassar who earns 300-400 rupees each day. Their patrons include restaurants, hotels and flats in the locality.

This Dhobi Ghat was built by the government 50 years ago, yet the facilities here are minimal. Launderers use stagnant water which has a thick layer of algae on it. Caustic soda and acid is used by without wearing any hand gloves. The children work with the perennial stench of bleach. The health risks are doubled when they wash clothes from nearby hospitals and nursing homes.

“We have given applications to the government to renovate this place on the lines of other launderettes at Akshardham and Srinivaspuram,” says Mohammed Hashim Kassar, President of Muslim Dhobi Kassar Vikas Sangathan, an organisation which takes care of the rights of Kassar community.

Kharan Dhar



Les migrants de la soif

La sécheresse record qui sévit depuis avril pousse les habitants des campagnes vers Pune.

Les enfants quémangent pour survivre près de la rivière Mutha, à Pune.

© Jessica Trochet /Cuej

PUNE. ETAT DU MAHARASHTRA

Il est 17 heures au terminal de Shivajinagar, gare routière de Pune où débarquent les voyageurs en provenance du Marathwada, région dévastée par la sécheresse qui frappe le Maharashtra. Les bus colorés défilent dans un vacarme assourdissant, saccadé par les coups de sifflets des contrôleurs. Entre les masses de métal, les voyageurs se fauflent d'un pas assuré. Tipanna Bhandare, 65 ans, vient tout juste d'arriver. Sans terre, il travaillait comme journalier dans le district agricole de Solapur. Débauché par la sécheresse, le voilà serveur dans un hôtel-restaurant, logé et payé 100 roupies par jour. S'il flâne encore

à la gare routière, c'est dans l'espoir de décrocher un emploi mieux payé. La tâche risque de s'avérer difficile en raison de son âge et de sa vue diminuée.

Sans structure d'accueil

« Ils sont de plus en plus nombreux », assure Ranesh D. Sawant, responsable de la station de bus de Swargate. Il voit régulièrement arriver des familles originaires d'Aurangabad, Beed, Jalna, Latur, Nanded, Parbhani, Usmanabad, districts touchés par la sécheresse. Selon l'avocat Bastu Rege, responsable de Santulan, une organisation de travailleurs sociaux qui aide les migrants en difficulté, « la sécheresse actuelle est plus dure que celle de 1972. La vague des migrants récents vient s'ajouter aux migrants d'alors, toujours entassés dans les taudis depuis 40 ans. Il n'y a plus de place pour les accueillir. » Il estime à près de 400 000 ceux qui sont arrivés à Pune cette année. Un chiffre impossible à vérifier, car les migrants ne sont pas enregistrés par la municipalité. Sans structure d'accueil, les plus nombreux vivent dans la rue. Les chanceux deviennent domestiques

ou journaliers dans la construction, affectés aux chantiers de peinture, de drainage, de charpenterie. Pour trouver ces emplois, ils se massent tous les matins à l'aube sur les « marchés au travail », où les camions d'entreprise viennent ramasser une main d'œuvre à un prix imbattable.

Le pont de Dandekar est l'un de ces points d'embauche. Rahul Sonawane, président local du Bhartiya Majdur Sangha, un des plus grands syndicats indiens, affirme qu'ils sont entre 400 et 500 à s'y rassembler chaque matin, soit 100 à 200 de plus qu'en temps normal. « Mais avec la mousson qui arrive, de plus en plus restent sur le carreau car on entre dans la période creuse pour le travail », ajoute-t-il.

Une population vulnérable

En plus de son rôle de médiateur entre travailleurs et employeurs, Rahul Sonawane gère ici un abri qui accueille entre 40 et 50 migrants par nuit. Deux murs coiffés d'une tôle. Ce soir, à 21 h 30, ils sont une dizaine, venus de Jalna, Satara et Solapur, à partager un canapé éventré et deux chaises posés sur la dalle de béton qui leur servira tout à l'heure de sommier.

A la lueur d'une ampoule, ils évoquent ces deux hommes arrivés la veille, à moitié morts de soif après trois jours de voyage et émerveillés par l'abondance en eau de la ville. Demain matin, comme tous les jours, ils chercheront à se faire embaucher à quelques mètres d'ici. Ils savent que seule la moitié d'entre eux aura la chance d'un vrai salaire pour la journée. Les autres se débrouilleront pour vendre des ballons, louer leurs bras à la pièce, ou devront se résoudre à se passer de manger.

Retour au terminal de Shivajinagar. Avachis sur le trottoir et accoudés sur leurs nombreux bagages, les 14 membres de la famille Chavan, dont six enfants, attendent leur bus. Cette famille d'agriculteurs, propriétaire de 10 acres dans le district de Jalna, une surface cinq fois plus importante que la moyenne, a fui la désolation il y a un mois. Le système d'irrigation, obsolète, combiné à une mousson timide, ont eu raison de leur récolte. Le couple de buffle et la vache de la famille ont été placés dans un camp de regroupement de bétail. Les Chavan sont venus chercher du travail en

ville pour tenter de compenser les pertes. Opération manquée pour Bharat, 35 ans, chef de famille. Il s'apprête à ramener les siens au village, espérant une mousson généreuse.

Mais pour une famille Chavan, combien d'autres resteront sur place, avec à la clé un avenir de déclassés, envers qui la municipalité de Pune ne se reconnaît aucune obligation ?

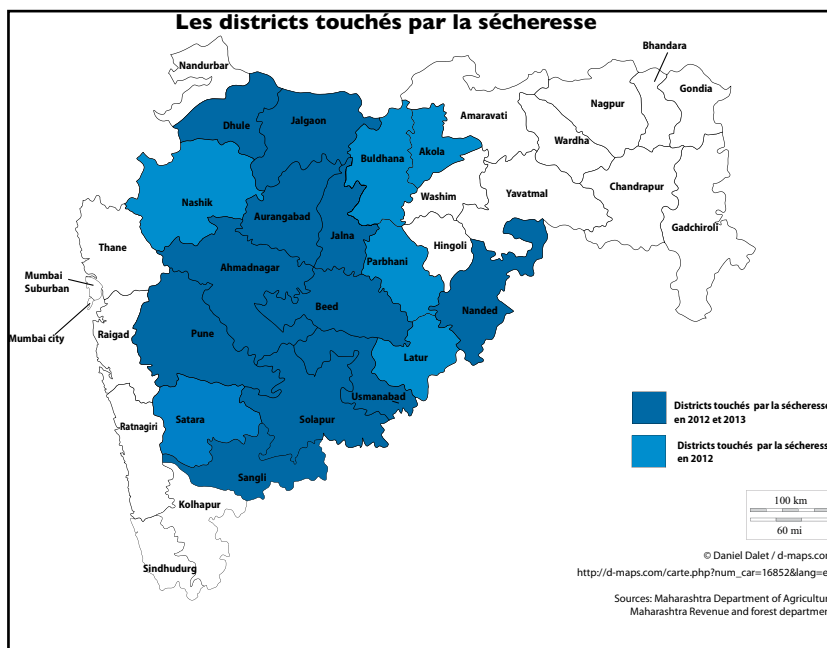
Sous le pont de Deccan, près de 80 migrants, originaires de l'État du Karnataka, sont arrivés il y a environ quinze ans. Ils ont finalement obtenu de la mairie des « cartes de rations » qui donnent accès à des denrées alimentaires subventionnées. Mais de l'autre côté de la rivière Mutha, ils

sont une vingtaine originaires de Solapur, arrivés à la même date, qui n'y ont pas droit. Ils mendient au nom de Sai Baba, qu'ils vénèrent comme un saint pour ses actions en faveur des

plus démunis. Un phénomène courant selon Bastu Rege : « La majorité des migrants a quitté depuis trop longtemps son village d'origine. Ils ont perdu leur identité et migrent de ville en ville sans jamais trouver leur place. »

Selon les statistiques de son organisation, ces ruraux, victimes de la sécheresse, constituent une population particulièrement vulnérable : « 96 % d'entre eux sont illettrés, même si l'éducation des plus jeunes progresse. Beaucoup appartiennent aux basses castes et sont donc aisément exploitables. De plus, ils vivent dans des conditions misérables, souvent sans accès aux soins médicaux et à une eau saine. » Cette population est fortement touchée par l'alcoolisme, le sida, et les femmes et les enfants sont les premières victimes de la malnutrition.

Lisa Agostini
Jessica Trochet



Pour le Service indien de météorologie, l'état de sécheresse est déclaré lorsque les précipitations annuelles sont inférieures de 10% à la moyenne sur 20% du territoire. L'année 2012 tombe sous cette définition comme 1972, 1979, 1987 et 2002.

© Yves Common/Cuej

« La nourriture avait manqué en 1972 »

Parag Lakade, directeur de la société Gangotree à Pune, est expert en gestion de l'eau et de l'environnement.

La sévérité de la sécheresse est comparable à celle de 1972. Pourtant ses conséquences sociales, économiques, et environnementales paraissent moins dramatiques. Partagez vous cette estimation ?

Les effets de la sécheresse de 2013 sont différents, mais pas moins sévères. En 1972, ce sont les récoltes qui ont été les plus touchées. En 2013, c'est l'eau potable qui manque, plus que la nourriture.



Il y a 40 ans, il y avait suffisamment à boire pour tous, mais plus assez de nourriture. Les prix ont explosé et les habitants, à commencer par les plus pauvres, qui étaient les plus nombreux, ont été incapables d'acheter à manger. Si la pénurie d'eau potable était moins critique qu'aujourd'hui, c'est aussi parce que la population était moins nombreuse, et que la technologie pour creuser des puits profonds n'existait pas encore. La nappe phréatique était donc entièrement préservée pour l'eau potable. De plus, les cultures gourmandes en eau, comme la canne à sucre, étaient beaucoup moins développées. Les grands projets de barrages et

d'irrigations lancés en réponse à la sécheresse de 1972 ont permis de mieux maîtriser les réserves d'eau, mais celles-ci sont essentiellement consommées par les cultures.

Quels sont les obstacles à une résolution durable de ces situations de crise ?

La sécheresse est un problème saisonnier. Elle ne dure que jusqu'à l'arrivée de la mousson. Il est tentant pour les pouvoirs publics

de se limiter à traiter ses effets immédiats. Pourtant, ils vont rapidement devoir s'atteler à des solutions à long terme. Sinon, des crises à répétition se reproduiront dans les années à venir. Jusqu'ici, les priorités des acteurs politiques n'ont pas seulement empêché de s'attaquer à ce chantier, elles ont contribué à aggraver la situation.

Ce qui est certain, c'est que les solutions à grande échelle, comme la multiplication des grands travaux, ne sont plus efficaces. Les difficultés techniques, certes, existent, mais elles ne sont pas insurmontables.

Recueilli par Yves Common

Souvenirs d'anciens

Kachru Devri, 90 ans : « Je me rappelle de la sécheresse de 1972. Au moins, on avait un peu de boulot et on trouvait encore de l'eau. Aujourd'hui, on ne sait pas jusqu'où aller pour en trouver. Même si on se rend à un mariage, on aura de la nourriture, mais il faudra attendre d'être de retour à la maison pour boire. Je dois m'arranger pour tenir avec 4 litres par jour. »

Shakuntalabai, 65 ans : « Avec la sécheresse, on n'a plus grand chose à manger. Nous sommes vieux et déçus. Mais cette sécheresse est bien pire que celle de 1972. A l'époque, on réussissait à manger, à boire. Aujourd'hui, des gens meurent de faim et de soif. Même les plus petits doivent travailler, pour un salaire ridicule. »

Recueilli par Maxime Coltier



Pension comp fourrage comp

300 familles vivent dans des camps de bétail subventionnés par l'Etat. Elles ainsi à vivre du lait produit par leurs bêtes.

BEED, ETAT DU MAHARASHTRA.

Tendues sur des terrains vagues, à la sortie des villes, de grandes bâches vertes abritent vaches, buffles et éleveurs venus s'y réfugier avec leur famille. Quelques chèvres trottent d'un abri à l'autre mais les bovins, eux, sont attachés toute la journée. Moustiques et mouches bourdonnent par essaims, attirés par la chair, la paille, l'eau et les excréments. Pour éviter la catastrophe, sauver le bétail des talukas décrétés en état sécheresse, le gouvernement du Maharashtra subventionne des camps de regroupement où familles et bêtes vivent en attendant la mousson.



lète, pris

regroupement
es parviennent
tes.

Le camp de Warwati s'est ouvert début avril : puits asséchés, terres arides, fourrage de mauvaise qualité, herbe brûlée par la chaleur, les éleveurs n'ont pas eu le choix. Sans prise en charge, c'était la mort assurée pour leurs outils de labour, bœufs et buffles, et leurs principales sources de revenus, vaches et buffles, dont le lait s'achète au petit matin sur le marché de Beed.

Ils ont donc quitté leur ferme, emmenant femmes et enfants à la suite des bêtes. Ils sont 300 familles à séjourner ici depuis un mois et demi. Promiscuité et manque d'intimité sont le prix à payer pour maintenir en vie leur cheptel.

Chaque famille s'installe comme elle l'entend sous la bâche de son nombre d'animaux. Les femmes ont apporté plats et ustensiles de cuisine pour préparer les repas. Un petit coin douche a été aménagé derrière un rideau. Bassines et seaux servent à se laver. Deux, voire

trois lits de camp sont installés, certains à un mètre à peine des animaux attachés en rang d'oignons. Le reste de la famille dort sur la charrue ou à même le sol.

Cette année, dans le district de Beed, le gouvernement du Maharashtra finance 75 de ces camps de regroupement du bétail. Plus de 100 000 bêtes ont quitté leur enclos pour rejoindre un lieu assigné en fonction de la résidence. A Warwati, 1400 têtes de bétail sont nourries tous les jours au fourrage composé de canne à sucre et de paille.

Chaque camp dépend d'un administrateur. Ramesh Undre, propriétaire du terrain et du puits, est surtout un notable local. En avril, l'Etat lui versait 60 roupies par jour pour les « gros » bovins et 30 roupies pour les « petits ». Depuis le

1er mai, l'allocation est passée respectivement à 75 roupies et 35 roupies. A charge pour lui de fournir fourrage et eau. Chaque jour, il doit faire distribuer 60 litres d'eau et 15 kg de fourrage par bête. A cette fin, il emploie 50 de ses résidents temporaires des deux sexes, pour aller couper des brassées de canne à sucre ou nettoyer les allées. Il les rémunère 150 roupies par jour pour les femmes et 250 roupies pour les hommes.

30 litres de lait par jour

La routine s'installe vite. Tous les matins, Granpat Baburao Nistane, propriétaire de 12 buffles, se lève à 5 heures, nourrit ses bêtes puis fait la traite. Alors que les premiers rayons du soleil commencent à poindre, il amarre deux grands pots à lait sur le siège arrière de sa moto et file vers le marché de Beed, afin d'y vendre ses 30 litres. Il revient à 12 heures pour le déjeuner. L'après-midi est consacrée au nettoyage de l'abri et des bêtes. Les buffles ont besoin d'être arrosés régulièrement.

Ses trois enfants ont trouvé des amis et rient, chahutent, jouent au football. Les plus grands font des courses en charrue. Entre 18 heures et 19 heures, nouvelle traite. La nuit est tombée depuis deux heures, il est temps de manger puis de dormir.

Granpat Baburao Nistane l'assurance, quitter sa maison n'a pas été un sacrifice. Ce qui compte avant tout, c'est son bétail. S'il n'avait pas pu rejoindre le camp, il aurait dû le vendre à la boucherie pour assurer la subsistance immédiate de sa famille. Et se retrouver très rapidement ruiné.

Une concurrence durcie

Grâce aux mesures d'urgence du gouvernement, ses buffles-

ses produisent encore un lait suffisamment crémeux pour être vendu 40 roupies le litre sur le marché. Certes,

pas tout à fait le prix d'un lait haut de gamme, issu d'une bête nourrie de résidus de sorgho, de millet, de pois d'angle et d'arachides. Car avec la sécheresse, la mise en concurrence des producteurs laitiers s'est durcie. Pas question pour le consommateur de choisir à la va-vite. Le lait cru, indispensable à la croissance des petits, l'est aussi pour réussir un bon thé. Les acheteuses demandent qu'on en verse un peu dans le couvercle du pot. Elles le sentent, regardent sa couleur, éprouvent sa texture, passant de l'un à l'autre jusqu'à ce qu'elles trouvent un bon rapport qualité-prix.

Granpat Baburao Nistane attend désormais la mousson avec impatience pour emmener son troupeau pâturer la verdure dans les plaines. Il prendra avec lui son garçon, âgé de 14 ans, et laissera sa femme et ses deux filles rentrer seules chez eux, pour préparer le retour des deux hommes de la famille.

**Adriane Carroger
Ashok Abuj**

Depuis le 1^{er} mai, le gouvernement verse 75 roupies par jour au propriétaire du terrain pour les plus gros bovins et 35 roupies pour les plus petits.

© Baptiste Cogitore / Cuej

L'eau dans les textes sacrés

Les trois religions majeures de l'Inde lui confèrent une forte puissance symbolique. Morceaux choisis.

Photos © Raphaël Badache et Geoffrey Livolsi



Islam

Extraits du Coran

« Ô les croyants ! Lorsque vous vous levez pour la Salat, lavez vos visages et vos mains jusqu'aux coudes ; passez les mains mouillées sur vos têtes ; et lavez-vous les pieds jusqu'aux chevilles. Et si vous êtes pollués, alors purifiez-vous par un bain. »

« Et quand Il vous enveloppa de sommeil comme d'une sécurité de Sa part, et du ciel Il fit descendre de l'eau sur vous afin de vous en purifier, d'écarter de vous la souillure du Diable, de renforcer les cœurs et d'en raffermir vos pas ! »



Hindouïsme

Extraits des Védas

« A l'intérieur des Eaux – ainsi me l'a confié Soma – reposent tous les baumes curateurs, et Agni, celui qui bénit tout. Tous les remèdes sont dans les Eaux. O Eaux, associez-vous à la médecine pour garder mon corps en bonne santé, afin que longtemps encore, je puisse voir le Soleil. Ma conduite aura peut-être été, parfois, dilettante et

injustement rebelle. Parfois, je n'aurai pas dit toute la vérité ; et peut-être aurai-je usé d'un langage grossier. Je sais que cette attitude est pécheresse. Dieu ! Laisse cette eau évacuer ces péchés de mon être. Les Eaux sont tombées en ce jour, et nous priâmes ainsi pour leur humidité : O Agni laiteuse, viens, et couvre-moi de ta splendeur. »

« L'eau de pluie est divine et vaste ; c'est l'eau qui repose. S'il ne priait pas, l'eau divine descendrait sur le monde avec furie. Il dit « O toi l'eau divine, vaste et reposante » En priant, il la repose de ce monde ; car c'est seulement une fois reposée qu'elle peut s'en approcher. »



A gauche, sur les bords de la Yamuna et au temple hindou Kari Bari (Delhi). Au centre, à la mosquée Jama du Old Delhi. En haut et à droite, au temple sikh Gurudwara Bangla Sahib (Delhi).





Sikhisme

*Extraits du Guru
Grant Sahib*

« En rejoignant
la Société des Saints,
je me baigne dans
la Piscine Immaculée
du Seigneur. En me
baignant dans
ces Eaux Immaculées,
ma crasse est ôtée,
mon corps purifié et
sanctifié. La crasse
de la sournoiserie
intellectuelle est
supprimée, le doute
évacué, la douleur de
l'égoïsme dissipée. »
« Possédant la Vision
Bénie du Darshan du
Guru, je vis. Je lave
les pieds du Guru
et je bois dans cette

eau. Je me baigne
chaque jour dans
la poussière de ses
pieds.
La crasse égoïste
des incarnations
innombrables est
nettoyée. »
« Je suis souillé par
la crasse des fautes
commises lors de
mes innombrables
existences, pollué
par la douleur de
mon égoïsme.
Faisant pleuvoir
sa Pitié, le Guru
me baigna dans
l'Eau du seigneur,
et tous les résidus
de mes fautes et
de mes péchés
disparurent. »

« Je rêverais de lacs, de bateaux,
Et d'un coup me réveillerais,
A la faveur de l'aube.
J'irais au jardin pour
Faire voguer mon bateau
Et son moteur ronflant
Dans une baignoire pleine. »

Abhinaya Rao (extrait de *Doux comme
l'eau de pluie.*)

« Ma grand-mère me disait toujours qu'il ne
fallait pas gâcher l'eau. Elle me racontait
comment notre existence toucherait à sa
fin, comment les êtres humains seraient
balayés de la surface de la terre si jamais
nous venions un jour à manquer d'eau.
L'engrais ne nourrirait plus les graines, les
fermes se retrouveraient abandonnées et il
n'y aurait plus rien à manger. L'abondante
Terre pâlirait et se dessècherait comme un
désert. »

Shyam Sundar Aggarwal (extrait de *Ne
gâche pas l'eau.*)



« Si j'ai bien compris, vous autres
jaunes, malgré vos immenses
réussites en matière de
canalisations, d'eau potable, de
médailles d'or olympiques, vous
n'avez pas la démocratie. [...] Nous
n'avons pas de tout-à-l'égout,
d'eau potable ni de médailles d'or
aux Jeux olympiques, mais nous
avons la démocratie. En ce qui me
concerne, si je construisais un pays,
je commencerais par installer le
tout-à-l'égout, ensuite la démocratie,
et après seulement je distribuerai
des brochures et des statuettes de
Gandhi. Mais que vaut mon avis ? Je
ne suis qu'un criminel. »

Aravind Adiga (extrait du *Tigre
Blanc*)

Centre universitaire d'enseignement
du journalisme (CUEJ) - Université de Strasbourg.
11 rue du Maréchal Juin CS 10068 67046 Strasbourg
Tél : 03 68 85 83 00 <http://cuej.unistra.fr>
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION :
Nicole Gauthier
ENCADREMENT:
Xavier Delcourt, Sophie Dufau, Nicole Gauthier,
Stéphanie Peurière, Paul Quinio
RÉDACTEURS EN CHEF :
Geoffrey Livolsi, Jessica Trochet
CHEF D'EDITION
Aude Malaret
ICONOGRAPHIE :
Coordination Thibaud Métais, Thibault Prévost
INFOGRAPHIE :
Coordination Anna Cuxac et Thibaud Métais
ENCADREMENT TABLETTE:
Stéphanie Peurière
RÉALISATION :
Lisa Agostini, Raphaël Badache, Adriane Carroger,
Lara Charmeil, Baptiste Cogitore, Maxime Coltier,
Yves Common, Mathilde Cousin, Anna Cuxac,

Vincent Di Grande, Rémy Dodet, Robert Gloy,
Etienne Grelet, Pauline Hofmann, Antoine Izambard,
Emilie Jehanno, Lorraine Kihl, Geoffrey Livolsi, Aude
Malaret, Clémence Mermillod, Thibaud Métais, David
Métreau, Thibault Prévost, Adama Sissoko, Quentin
Thomas, Jessica Trochet
PHOTO DE UNE :
Thibaud Métais
ENCADREMENT TECHNIQUE:
Guillaume Bardet, Jean-Christophe Galen
ENCADREMENT WEBDOC RADIO:
Matthieu Gorisse-Mondoloni
ETUDIANTS WEBDOC RADIO:
Mathilde Dondeyne, Melina Facchin, Marie Gesquière,
Clément Lacaton, Julie Lardon, Lucie Marnas, Anne
Seidel, Charlotte Stievenard
ENCADREMENT WEBDOC VIDÉO:
Gaëlle-Anne Dolz, Alain Peter, Marie Pouchin
ETUDIANTS WEBDOC VIDÉO:
Sandra Chamot-Poncet, François Chevré, Thibaut
Cordenier, Emmanuel Daeschler, Stefanie Hintzmann,
Hugo Jolion, Sonja Kättner-Neumann, Chloé Mahier,
Maxime Meyer, Marc Schmitt, Janina Schnoor,

Anastasia Sedukhina, Yolène Thorez
ENSEIGNANTS DU DÉPARTEMENT DE JOURNALISME
DE JAMIA MILLIA ISLAMIA (NEW DELHI):
Surhita Basu, Neha Dixit, Fathima Nizaruddin
ETUDIANTS :
Aditi Chakravarti, Sana Amir, Salma Rehman, Naila
Manal, Ronnie Jos, Pavan V Nagasampagi, Janu
Narayan, Rohit Pandita, Monish Sinha, Shanahwaz
Alam, Raghu Kalra, Rustam Ali, Bhanu Priya Vyas,
Karan Dhar, Smriti Singh, Tahir Ahmed, Karan Deep
Singh Bains.
ENSEIGNANTS DU DÉPARTEMENT DE JOURNALISME
DE L'UNIVERSITÉ DE PUNE:
Ujjwala Barve, Sanjay Tambat.
ETUDIANTS :
Mrugaya Nevrekar, Manasi Kulkarni, Amol Gokhale,
Kunal Gaikwad, Ashok Abuj, Namrata Devikar,
Prathamesh Patil, Gaurav Upasani, Alaap Nafday, Sunil
Dhumal, Sayali Shirke, Sayali Nagdive, Prajakta
Dhekale, Ashwini Patil, Sachin Snowane, Prashant
Vidhate, Harsh Dudhe, Mayur Karjatkar, Pravin
Lulekar.
IMPRESSION: Mukesh Print, New Delhi